

# TRIBUNE

des amis, lecteurs et militants pour

ALGERIENNE

- LES LIBERTES  
DEMOCRATIQUES
- LA CONSTITUANTE  
SOVERAINE

## \_ SOMMAIRE \_

- EDITORIAL : - UGTA, APRES LE VEME CONGRES,  
RIEN N'EST REGLE.
- LES TRAVAILLEURS ET LE CONGRES.
- LE CONGRES... A TRAVERS LA "PRESSE"
- TRIBUNE LIBRE :
- INTERVENTION AU SUD LIBAN
- NOTES ... NOTES...

5<sup>F</sup>

CORRESP<sup>CE</sup> SELIO

87, rue du Faubourg St. Denis 75010 Paris

n° 15 - MAI 1978

/ APRES LE CONGRES DE L'U.G.T.A. , RIEN N'EST REGLE /

La préparation depuis Septembre 1977, du 5ème Congrès de l'UGTA qui s'est tenue à Alger du 25 au 29 Mars, a constitué un moment important dans la vie politique en Algérie.

I/ UN CONGRES NI DEMOCRATIQUE NI REPRESENTATIF DES TRAVAILLEURS

Avec l'impudence et le cynisme qui les caractérisent, les médias algériennes n'ont cessé de souligner le caractère "démocratique" de ce Congrès.

"El Moudjahid" qui a consacré plusieurs éditoriaux aux "vertus du débat démocratique" (7 Mars) n'a cessé d'insister sur la franchise des débats et la représentativité des délégués. Dans son numéro du 4 Avril, E.M. n'hésite pas à titrer la page traditionnelle des sondages, qui clot chaque événement historique - et tous les mots, faits et gestes de Boumédiène sont historiques ! - "Ces assises ont été synonymes de démocratie".

Même analyse dans "Révolution Africaine" et dans "Algérie Actualités" "Afrique-Asie", qui est financé par Boumédiène, titre sur "le cours démocratique" avec référence au discours du Colonel Yahiaoui cloturant le Congrès :

" L'absence de l'exercice de la démocratie ne peut servir que les déviationnistes, les partisans de l'autoritarisme et de la dictature et les mentalité opposées, à notre option socialiste".

Un colonel pour glorifier la démocratie et stigmatiser la dictature à un Congrès syndical, n'est-ce pas symbolique du "cours démocratique" ?

Mais pourquoi ces plumitifs se gêneraient-ils puisqu'ils trouvent soutiens et cautions dans la presse ouvrière française et auprès des délégués de syndicats français et étrangers invigés à ce Congrès ? Ainsi "l'Humanité" du 27/3 titre un important article sur le Congrès : "Le mot-clé de l'U.G.T.A. : démocratie".

De son côté, le délégué C.F.D.T. s'extasie sur la démocratie socialiste réalisée au sein de la G.S.E., qui serait la version algérienne de l'autogestion socialiste qu'elle préconise en France.

Quant au délégué de la C.G.T., M. LOMET, il a eu "le sentiment qu'il (le Congrès) a donné lieu à un vaste débat démocratique dans tout le pays (E.M. 31/3).

Si l'on s'en tient au Congrès lui-même, la "confrontation d'opinion" n'a concerné essentiellement que les tenants de la Charte octroyée par le pouvoir et adopté par un vote "à l'algérienne". Mais il est vrai qu'en Algérie règne "la démocratie révolutionnaire" pour ceux qui sont d'accord avec les options du pouvoir et que sont bannies les libertés démocratiques (droit de réunion, d'association, d'organisation, liberté de presse, de pensée ...) parce que "bourgeoises" !

Le débat s'est déroulé essentiellement entre militants du parti, par ailleurs syndiqués, et fonctionnaires de la bureaucratie syndicale avec pour préoccupation centrale : Comment faire participer efficacement l'U.G.T.A. à la bataille de la production - gestion - austérité des masses, qui on le sait, a été dictée à Boumédiène par le F.M.I. et les Banques américaines?

Par ailleurs, comment peut-on parler de "Congrès démocratique" quand c'est le Colonel Boumédiène qui prononce le discours d'ouverture qui a cadré le Congrès, que ce sont les ministres qui ont dirigé les débats et les travaux des commissions et que c'est le Colonel Yahiaoui qui prononce le discours de clôture.

Des colonels issus d'un putsch et leurs ministres pour diriger un Congrès syndical, n'est ce pas l'apogée de la démocratie syndicale ?

Le Congrès qui s'est tenu du 25 au 29 Mars, fut contrôlé de bout en bout par le pouvoir (présence de la Sécurité Militaire au Congrès même et ce de manière brutale et provocante), où comme le dit avec brutalité et exagération la revue de l'ANP, El Djeich de Mars 1978 :

" C'est conformément aux orientations de la Charte Nationale que les travailleurs ont désigné les quelques 1100 délégués au rassemblement du 25 Mars" !!!

Le Congrès de l'U.G.T.A a été d'abord corporalisé par Ben-Bella. La subordination directe à l'Etat a été renforcée par le régime de Boumédiène. Aujourd'hui et dans ce cadre, sans avoir pu atteindre tous ses objectifs et cela est essentiel, Boumédiène a fait un pas de plus en "réorganisant" la direction de l'U.G.T.A. par le haut.

Mais les travailleurs qui refusent la soumission à l'impérialisme, l'austérité, c'est-à-dire l'aggravation de leur misère - veulent s'unifier dans un syndicat c'est-à-dire dans "une organisation indépendante où ont place tous ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre aux capitalistes et à l'Etat-Patron et qui s'unissent pour se défendre" comme le disait l'appel du C.L.T.A.

C'était cette volonté de forger leur organisation de classe qui s'était exprimé dans le développement de l'U.G.T.A. en 1962-1963. C'est cette même volonté qui se manifeste dans le

.../

dans le combat des travailleurs pour briser l'asservissement de l'U.G.T.A. à l'Etat, de la reconquérir comme organisation indépendante de l'Etat bourgeois et du parti unique le F.L.N.

Cela s'est fortement exprimé pendant les phases préparatoires, lorsque les travailleurs ont cherché à utiliser le cadre du syndicat pour exposer et défendre leurs revendications (cf. article Revenons-en maintenant aux objectifs du pouvoir.

## II/ L'U.G.T.A. N'A PAS ETE INTEGREE DANS LA G.S.E.

Quels étaient les objectifs du pouvoir ?

Dans son "Message sur l'état à la Nation" du 31 Mars 77, Boumédiène avait exposé son programme, dicté par la F.M.I. :

- militarisation de l'économie, à partir de l'extension du secteur des coopératives de l'armée (DNC/ANP) à tout le secteur public

- renforcement de l'exploitation capitaliste

- Caporalisation de la jeunesse (sport socialiste, service national)

- austérité pour les masses

Pour cela, il fallait, disait-il, appliquer strictement la GSE, c'est-à-dire faire des ATU et ATE, les rouages de l'exploitation des travailleurs. Dans cette politique, l'U.G.T.A. devait progressivement être intégrée dans la GSE corporatiste.

Après les grandes grèves de Mai-Juillet 77, qui s'étaient terminées par la défaite de Boumédiène à Fougereux, le Colonel-Président devait préciser dans son discours du 26 Septembre 1977 que puisque la direction syndicale était incapable d'assumer la double fonction assignée par le pouvoir et la Charte au syndicat, à savoir :

- faire de l'UGTA une courroie de transmission de l'appareil d'Etat pour faire passer la bataille de la production.

- contrôler le mouvement de la classe ouvrière et empêcher les grèves, il devenait nécessaire d'intégrer l'UGTA dans les structures de la GSE qui devaient devenir "le seul cadre légal" pour régler les problèmes sociaux. Cette question devait être tranchée au 5ème Congrès de l'U.G.T.A. dont il définissait ainsi l'enjeu :

" notre désir est de prendre les mesures appropriées afin d'encadrer

et d'organiser les travailleurs avec plus de précision et de rigueur".

Les intentions du pouvoir sont clairement définies.

Le 5ème Congrès devait marquer la liquidation pure et simple de l'UGTA, définitivement fusionnée dans les organes corporatistes de la GSE et non pas celui de la simple réorganisation d'une direction impuissante ou d'un enchaînement plus étroit de l'U.G.T.A. envers le F.L.N. et l'Etat.

Et Boumédiène a préparé avec le plus grand soin cette bataille contre le syndicat qui s'inscrivait elle-même dans une bataille plus large contre la classe ouvrière marquée par :

- 1) la constitution d'un gouvernement dominé par les militaires. Et en son sein, formation d'un cabinet d'action restreint : Boumédiène-Yahiaoui Abdelghani (intérieur) Bouhara (Wilaya d'Alger), Zerguini (télé-communication).
- 2) désignation d'un colonel à la tête du F.L.N. pour mieux chapeauter l'U.G.T.A.
- 3) aide-massive obtenue du F.M.I. et les Banques US en échange des contrats d'hydrocarbures qui enchaînent l'Algérie à l'impérialisme américain.
- 4) aide politique totale du PCF.
- 5) prise en charge du Congrès par Boumédiène-Yahiaoui, les commissaires du F.L.N., les ministres, colonels et Walis.

Mais cette merveilleuse machine de guerre s'est vite grippée. Alors que le pouvoir prétendait faire voter tous les travailleurs (syndiqués ou non) dans les AG syndicales confondues avec les ATE - ATU, ce qui aurait fait de ce 5è Congrès, le congrès des délégués de la GSE qui aurait entériné la disparition de l'U.G.T.A. (cf. le précédent de la FNTT détachée de l'U.G.T.A. et rattachée à l'UNPA-fantôme), les syndiqués ont refusé le cadre, exigé le respect des statuts, la publication du rapport moral de la CEN de l'UGTA dans l'organe syndical "Révolution et Travail" et les publications des rapports d'activités des fédérations.

C'est là un événement, qu'il faut relier à l'ensemble du développement de la lutte des choses en Algérie, que ce succès remporté par la classe ouvrière qui a imposé que le Congrès de l'U.G.T.A. ne soit pas confondu malgré tout avec celui des producteurs - gestionnaires et reste celui des 700.000 syndiqués, regroupés dans leurs fédérations.

A partir de là, le pouvoir n'a pas pu contrôler de la même façon qu'il avait pu le faire lors de la Charte, Constitution, APN... le cadre et les débats préparatoires.

Parce que ce cadre général a été imposé, les statuts ont dû être respectés formellement, le rapport moral imprimé dans la presse syndicale et diffusé, les congrès régionaux et ceux des fédérations tenus, la discussion a pu être parfois et à ce niveau menée sur les problèmes des travailleurs et du syndicat et non pas exclusivement sur la GSE et la bataille de la production-gestion.

Les travailleurs ont pu marquer des points, imposer un débat sur leurs revendications (salaires, logement, transports, sécurité de l'emploi...) contraignant Boumédiène à accorder une augmentation du S.M.I.G. de 600 à 800 DA - ce qui est en contradiction totale avec sa conception des salaires liés à la productivité du travail et aux bénéfices des entreprises - et obligeant les médias à répondre chaque jour aux questions posées dans les A.G., sur la démocratie ouvrière, l'indépendance du syndicat, son rôle, les salaires et la production, les libertés démocratiques...

C'est dans ce cadre qu'a pu être adopté par l'A.G. des travailleurs des Finances et du Plan (U.T.A.C.) le rapport de synthèse qui malgré les illusions sur les possibilités de ce Congrès pour élaborer un programme revendicatif et définir les moyens d'action nécessaires pour le faire aboutir, constitue néanmoins une plateforme qui contient certaines revendications essentielles de la classe ouvrière algérienne (cf. article).

En conclusion, c'est à partir de ce mouvement général et de ce fait non négligeable : la non dissolution de l'U.G.T.A. dans la GSE qu'il faut apprécier les résultats du Congrès lui-même.

Certes le pouvoir a obtenu un bon Congrès avec de bons délégués et de bons textes. Mais les problèmes posés par les grèves de Mai-Juillet 1977 n'ont pas été réglés.

L'U.G.T.A., qui depuis le coup de force de Ben-Bella-Khider à son Congrès de 1963, s'est trouvée associée à la gestion de l'économie dite socialiste et qui, depuis le putsch du 19 Juin 1965, a été semi-intégrée dans l'appareil d'Etat, cesse de plus en plus d'être l'outil pour la défense des intérêts des travailleurs. Et elle est toujours en passe de fusionner avec les structures corporatistes de la GSE, c'est-à-dire de devenir totalement un organe de l'appareil d'Etat chargé d'extorquer la plus-value aux travailleurs. Cela Boumédiène-Yahiaoui l'ont clairement exprimé même si dans l'immédiat, c'est-à-dire à ce Congrès, leurs objectifs n'ont pas été atteints.

Après ce Congrès, le pouvoir va accentuer sa pression pour que l'U.G.T.A. prenne de plus en plus en charge la bataille de la production gestion.

Mais d'autre part, les travailleurs ne peuvent accepter que le syndicat devienne une organisation "nationale" comme l'U.N.P.A. ou l'U.N.F.A. Ils ont besoin que l'U.G.T.A. devienne l'outil de la défense de leurs intérêts matériels et moraux et coordonne leurs luttes, c'est-à-dire devienne indépendant de l'Etat et du F.L.N.

C'est dans ce sens que s'oriente la classe ouvrière depuis la grève de la R.S.T.A. de 1972 et surtout depuis la grève de la S.N.S. de Kouba de 1974. C'est dans ce sens que s'orientait le mouvement des grèves de Mai-Juillet 1977 qui a amené Boumédiène à vouloir caporaliser le syndicat.

Qu'il n'y scit pas parvenu encore constitue un fait non négligeable pour les travailleurs à un moment où s'annoncent de grands affrontements entre la classe ouvrière et le pouvoir.

### III/ LES TEXTES, LES DISCOURS ... ET LES DURES REALITES.

Le Congrès a adopté dans l'enthousiasme les bonnes résolutions reprenant pour l'essentiel les orientations de la Charte et les directives du pouvoir.

Mais maintenant, il faut faire passer les textes dans la vie. Et c'est difficile, comme le dit E.M. du 31/3.

" ... la tâche sera complexe. On ne peut transformer des textes en actions concrètes du jour au lendemain. Il va falloir lutter contre des éléments nuisibles qui agissent délibérément pour des intérêts qui ne sont pas ceux de l'Etat et des masses laborieuses (sic !); il va falloir s'opposer à certains responsables d'unités qui favorisent le laisser-aller, le gaspillage et instaurent la bureaucratie pour étouffer les initiatives; il va falloir, enfin sensibiliser davantage les travailleurs sur la nécessité politique et économique de gagner la bataille de la production ..."

Lourde tâche, car les difficultés sont multiples :

1) les raisons objectives liées à la subordination de l'Algérie à l'impérialisme qui rendent toute planification comme toute industrialisation impossible (où en est le modèle algérien de développement ?).

2) le pouvoir bourgeois n'a réglé aucun des problèmes posés à l'Algérie en 1962 : réforme agraire véritable, logement, infrastructure, transports, hydraulique..., ce qui rend tout décollage impossible sur la base d'un marché intérieur aussi étriqué et d'une économie aussi totalement subordonnée.

3) l'entrée du PAGES dans l'appareil syndical, bien loin d'en renforcer la cohésion, introduit des contradictions insurmontables à tous les échelons entre cadres ouvriers fidèles à leur classe, les dirigeants qui défendent leurs privilèges de bureaucrates, et les ultra Boumédienistes du PAGES ! La ligne du pouvoir entre en contradiction totale avec les intérêts de la classe ouvrière qui ne peut accepter l'austérité et la surexploitation. Et cela d'autant moins qu'elle n'a pas subi de défaite et ne se sent pas concernée par les résolutions d'un Congrès qui ne fut pas le sien.

.../

#### IV-- LA LUTTE DES CLASSES VA SE DURCIR ET S'AMPLIFIER

Pour respecter son contrat avec le FMI, Boumédiène est contraint de gagner sa bataille de la production-exploitation, donc d'attaquer la classe ouvrière.

Pour lutter contre l'inflation, la vie chère, la pénurie, les difficultés des transports, les licenciements, l'exploitation, le volontariat obligatoire... en bref pour exister tout simplement, les travailleurs sont contraints de lutter contre le pouvoir.

Ils se trouveront alors confrontés à la bureaucratie syndicale contrôlée de plus en plus étroitement par un F.L.N. que son dirigeant, le Colonel Yahiaoui entreprend de réorganiser fermement.

Mais tout cela ne peut empêcher la classe ouvrière de résister à l'exploitation et de combattre. Car derrière ce dispositif de guerre impressionnant qui n'est que l'expression de la faiblesse de ce régime, il y a le pouvoir des colonels qui n'ont pas réussi "à démocratiser" les institutions de la dictature, à assurer l'indépendance économique du pays et qui se trouve déchiré par les luttes internes.

Il y a un pouvoir qui a perdu son masque anti-impérialiste (passivité du Front Arabe de la Résistance qui n'a pas bougé lors de l'invasion du Sud Liban par Israël, soutien au Derz éthiopien qui massacre les peuples de Somalie et d'Erythrée, alignement dans l'O.P.E.P. sur l'Arabie, faillite de la RASP (Khadafi accorde une aide massive à Ould Daddah (le monde du 18/4/78) et Brejnev à Hassan II), enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme américain.

Face à ce pouvoir failli, une classe ouvrière fortifiée par ses succès et ceux du prolétariat mondial dont elle est partie composante et dont le mouvement qui s'exprime depuis 1972 combine la lutte pour les revendications matérielles, celles contre l'exploitation capitaliste, l'arbitraire, le chômage... et celles pour l'U.G.T.A. aux travailleurs d'où seraient expulsés les "travailleurs" PDG, colonels, commissaires du FLN, walis et bureaucrates inféodés au pouvoir et corrompus, c'est-à-dire l'U.G.T.A. indépendante du pouvoir et de l'Etat.

C'est ce mot d'ordre du Congrès extraordinaire et démocratique de l'U.G.T.A. que "Tribune Algérienne" a défendu et qu'elle continuera à défendre contre tous ceux qui abandonnent le combat dans l'U.G.T.A. pour respirer l'air pur de la base ou transformer les A.T.U. - A.T.E. corporatistes en "conseils ouvriers" - la GSE est à détruire, pas à transformer ! - car il restera au centre des prochaines confrontations irrésistibles entre la classe ouvrière et le pouvoir Bourgeois.

Ce mot d'ordre de l'indépendance du syndicat se trouve directement rattaché à celui des libertés démocratiques (liberté de réunion, de presse, d'organisation...) qui sont les libertés que la classe ouvrière a arraché à la bourgeoisie depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, à une véritable réforme agraire qui donnera aux paysans la terre et les moyens de la travailler, à la rupture des liens de subordination de l'Algérie envers l'impérialisme, à celui de la laïcité de l'Etat..

Ce mouvement qui regroupe derrière la classe ouvrière, les fellahs misérables, la jeunesse et les femmes, les immigrés... C'est le mouvement qui mène à l'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE qui jettera bas tout l'édifice de la dictature militaro-policière de Boumédiène-Yahiaoui.

- 2 MAI 1978 -

A lire la presse fin janvier et début février, la phase de discussion s'étant déroulé dans les entreprises et les locaux syndicaux n'a jamais existé. La préparation du congrès de l'U.G.T.A. aurait commencé le jour de la mise en place de la commission nationale de préparation des congrès des organisations de masse.

Il en est rien. Ce brouillard sur la période allant de novembre à début janvier n'a pas été diffusé par hasard. C'est une défaite que gouvernement et F.L.N. veulent masquer. Car effectivement cette phase le plus sûrement a affirmé la volonté des travailleurs de reconquérir le syndicat, de faire respecter la démocratie.

Lorsqu'El Moujahid écrit que la Première phase a commencé le 8 janvier, il s'agit en réalité de la seconde. Ce n'est pas une simple affaire de mathématique.

#### DE LA RÉUNION DE LA C.E.N. AU DISCOURS DE YAHIAOUI....

L'instance des directions de l'U.G.T.A. s'est réunie du 9 au 11 novembre. Le Congrès est fixé au 28 février, sont décidés les modalités de préparation du Congrès. "Révolution & Travail" du 19 novembre rend compte des travaux de la C.E.N. Il est écrit :

"(La C.E.N.)... a passé en revue un certain nombre de projets de texte se rapportant ... à la réorganisation des structures, la G.S.L. etc.. Textes qui seront soumis à une large discussion.... A cet effet, une vaste campagne d'explication et vulgarisation sera déclenchée dans les semaines à venir. "

Notons au passage que c'est donc bien en novembre que débute la préparation du Congrès. Enfin, l'intérêt de cette citation et du compte-rendu général des travaux de la C.E.N. paru dans "R.T." du 19/11 est de montrer que ce sont les bureaucrates syndicaux eux-mêmes qui prennent en charge la préparation du Congrès et non pas à cette étape le F.L.N. directement.

Ce numéro de "R.T." est du reste celui du lancement de la Campagne. On y trouve en particulier un article fixant l'orientation politique défendue par la C.E.N. dans la préparation.

Il analyse "le rôle de l' U.G.T.A. à la lumière de la "charte".

La thèse centrale, désormais classique, défendue, fait de l'U.G.T.A. un rouage de l'appareil de l'Etat. Elle a un double rôle " (qui) doit consister en une défense inséparable, ferme, conséquente et vigilante des intérêts des travailleurs dans la vie de tous les jours et des intérêts de la construction nationale et de la révolution socialiste".

En d'autres termes l'activité "syndicale" doit se résumer à appliquer les directives présidentielles. L'amélioration du niveau de vie étant lié aux "succès" de la bataille de la production-gestion".

C'est à cette réunion que fut décidé de l'arsenal dont disposerait les bureaucrates pour contrôler de bout en bout la préparation et le Congrès lui-même : Une responsabilité syndicale et 3 ans d'ancienneté à l'U.G.T.A. pour être éligible, clause anti statutaires mais peu importe, ... et déborder.

Il ne faut pas se laisser déborder

Mais nous ne sommes plus dans la même période politique qu'en 1969 1973.

Comme l'a établi "T.A." n° 14

" Le mouvement des masses de Mai-Juillet, comme la victoire de FOUGEROUS, établissent en Algérie.... Que c'est la classe ouvrière qui détient l'initiative".

Cette donnée est essentielle. La radicalisation ouvrière sur le plan des luttes revendicatives va se trouver transposer sur le plan syndical. Il n'y a pas de miracles. Des luttes de mai, au combat dans le syndicat. C'est un même mouvement aux formes différencié. Les masses vont faire voler en éclats le cadre caporalisé affirmant leur volonté de reconquête du syndicat.

La Direction de l'U.G.T.A. non contente de restreindre la participation au Congrès par les conditions d'éligibilité anti-statutaire, ne publie pas non plus les textes soumis aux congrès. Dans les Assemblées générales les représentants de la direction lisent les textes mais ne les discutent pas.

Très rapidement il se développe un mouvement pour la démocratie syndicale. C'est ce que traduit le n° 340 "Révolution et Travail" lorsqu'il écrit :

"La majorité des travailleurs se prononcent pour un élargissement conséquent des assises du cinquième Congrès... En témoignent les très nombreuses motions adressés aux instances syndicales et à la rédaction de révolution et travail".  
C'est un mouvement MAJORITAIRE.

A LA SONELGAZ : "Une motion demande l'élargissement démocratique de la base du congrès" ; ALABEA : Les travailleurs dans la résolution politique générale demande "la plus large participation de la base syndicale dans le respect de ses statuts de l'U.G.T.A., de la démocratie syndicale..." ; c'est la même aspiration à l'unité politique de la S.N. METAL ; à l'unité plastique de la SONATRACH ; SN SEMPAG D'ORAN ; S.N.I.C. de SKIKDA et des centaines d'autres entreprises. Par toutes les corporations chez les enseignants HUSSEIN DEY ; à la S.N.I.F. ; à la dernière Assemblée Générale des dockers d'Alger ; chez les communaux.

Ce mouvement pour la démocratie est si fort que l'appareil syndical se divise.

C'est le cas dans l'Union Territoriale d'Oran. Celle-ci adopte une motion demandant

"La révision des critères pour l'élection des Congressistes et, ce conformément aux statuts de l'U.G.T.A. TOUJOURS EN VIGUEUR".

C'est le cas aussi à ALGER où l'U.T.A.C. proteste

" 3 ans de syndicalisation, être responsable syndical, ce sont des critères anti-statutaires. Notre organisation doit respecter les statuts qu'elle adopte".

Si les travailleurs ont mis au centre de leur préoccupation la démocratie syndicale, s'ils abordent des questions concrètes de construction de l'U.G.T.A.

A la SONALGAZ dans la motion déjà citée, les travailleurs se fixent (un but de développer des relations étroites avec le syndicat d'entreprise SONATRACH et une concertation permanente pour l'unité d'action sur les plans politique, syndical et social en vue de créer les conditions du succès pour la mise en place de la FEDERATION DE L'ENERGIE ET DE L'INDUSTRIE PETROCHIMIQUES".

C'est le cas à Sidi-Bel Abbès où les travailleurs de la S.N.T.V. revendiquent la reconstruction de leur section syndicale : de même à la S.N.I.C. et dans des centaines d'autres entreprises.

A l'université de Constantine l'Assemblée Générale a abordé des problèmes refoulés depuis un an. Il y a un an l'U.T. dissolvait la section syndicale, conformément aux directives de la commission exécutive de la F.T.E.C. Selon le principe du découpage en unités. Depuis un an les travailleurs luttent pour la reconstruction de leur section, d'une section unique pour toute l'université. Le jour de la tenu des Assemblées Générales les travailleurs au lieu de se regrouper dans quatre amphithéâtres, se regroupent dans un seul. Ils montraient ainsi leur volonté de vouloir une seule section du lieu des quatres qu'on veut leur imposer.

Le combat pour reconquérir le syndicat se recoupe avec la lutte pour les revendications et contre les mesures répressives.

A l'unité SONITEX d'Oran, à SAIDA communaux d'Oran, C.H.U. d'Alger contre les licenciements et les dissolutions des sections syndicales.

A la S.N.T.F. au cours de l'Assemblée Générale tenu le 24 décembre les travailleurs ont pu dénoncé l'absence de texte. Les conditions d'éligibilité et les problèmes matériels. La mise en avant des revendications salariales, de conditions de travail entrent en contradiction avec le tout récent statut des cheminot

Nous ne sommes plus en 1973. Les rapports entre les classes sont inversés, les travailleurs ont l'initiative. Le cadre tracé par le C.E.N. pour préparer le congrès a volé en éclat;

Les assemblées générales tenues au tout début de l'année 1978 confirment la tendance générale imprimée à la préparation du congrès depuis novembre. L'état le F.L.N. vont devoir suppléer les bureaucrates syndicaux. Il faut changer la forme pour garder le fond. L'appel à la base ne coûte rien. La direction de l'U.G.T.A. étant déjà condamnée. Tout au plus le régime compe-il gagner le label démocratique...

#### LE DISCOURS DE YAHIAOUI

1°) D'abord le congrès de l'U.G.T.A. est noyé dans les congrès des autres organisations de "masse" U.N.P.A. U.N.J.A., U.N.F.A., donc l'U.G.T.A. n'est pas le syndicat de la classe ouvrière. Ensuite ce congrès doit être axé sur "les exigences de la bataille de la production et la nécessité d'instaurer au sein des instances politiques et des unités de production d'un débat qui renvoie par son impact populaire et sa crédibilité politique à la charte nationale". Voilà, le cadre est tracé, pas question de discuter des problèmes des travailleurs, les débats doivent être détournés sur la bataille de la production-gestion-austérité.

2) Après avoir tracé le cadre du débat, YAHIAOUI, tire déjà les conséquences qui l'intéressent " les responsables doivent présenter un rapport clair et précis. Le rapport aura à répondre aux questions suivantes - Est-ce que les cadres de l'U.G.T.A. ont joué leur rôle?" la réponse est non puisqu'ils n'ont pas su contrôler les mouvements de grèves de l'été. "Quel a été le rôle de l'U.G.T.A. dans l'avance de la révolution agraire, la G.S.E., la médecine gratuite, l'alphabétisation etc...?" la réponse est non puisque les travailleurs ont posé leurs revendications sans se laisser détourner, ils ont aussi balayer les structures de la G.S.E.

3°) Yahaioui a ensuite annoncé la composition des comités de wilaya pour la préparation du congrès.. Ce n'est plus aux syndicalistes et aux travailleurs d'organiser leur congrès, mais l'appareil d'état et le F.L.N., qui en prennent directement la charge. Les travailleurs sont invités à se réunir en A.G. et à accepter pour interlocuteur le wali, le commissaire national du parti, le chef du secteur de l'A.N.P. et accessoirement les bureaucrates syndicaux. Yahaioui insiste même après cela sur le caractère démocratique des A.G. "le dégagement des congressistes (nécessite) des élections libres et démocratiques au niveau de l'ensemble des travailleurs syndiqués, et donc il faut que la base soit largement représentée"..

Le même jour, le 9 janvier, "el Moud.", dans son éditorial insiste sur la nécessité de la publication des textes pour que "les suggestions de la base soient soigneusement notées et discutées au congrès national. Cette démarche reproduit avec bonheur ce qui a été fait après les débats sur la charte nationale..." plus loin il remarque "la gestion socialiste des entreprises est une réalité qui a maintenant 3 ans de pratique mais il n'en demeure pas moins que son application gagnerait à être davantage correctement envisagée de la part des responsables de la vie économique et sociale. A ce niveau il apparaît clairement que seuls des militants dévoués et sincères évoluant dans le cadre organique de la centrale syndicale sont en mesure de définir dorénavant une meilleure application de la G.S.E. et de procéder à un enrichissement des textes existants".

Voilà donc le plan d'étranglement de l'U.G.T.A. clarifié et précisé.

- Après l'échec des bureaucrates de préparer un congrès sans texte et sans perspective et l'affirmation de la volonté de reconstruire le syndicat et de poser leurs revendications, c'est l'appareil d'état et le F.L.N. qui prennent en charge la préparation du congrès.

- Les débats doivent être orientés sur les plans du régime et non ceux des travailleurs et cela sera contrôlé par des organismes étrangers au syndicat : l'armée, le F.L.N. l'administration.

- Enfin il s'agit de remettre en selle les structures de la G.S.E. battu en brèche par les grèves de l'été; lier le fonctionnement de la G.S.E. à celui de l'U.G.T.A.

Il ne faut pas s'y tromper.

Les débats ont élargi la brèche de divergences du sommet. Les travailleurs s'y engouffrent pour accentuer leur avancée. C'est face à ce danger commun que militaires et F.L.N. et bureaucrates syndicaux renèrent les éléments répressifs. S'ils augmentent le nombre de délégués au Congrès, publient les textes c'est en attendant la commission de préparation filtra les "bons délégués" des autres. C'est ce qu'avoue "EL MOUDJ" du 10 janvier

"plus que le nombre qui en lui-même signifie une représentation plus fidèle des idéaux de la base, la QUALITE DE CES DELEGUES IMPORTE ENCORE DAVANTAGE, PARCE QU'IL S'AGIT TOUT SIMPLEMENT DE SITUER CETTE ORGANISATION DANS LA SPHERE DU POUVOIR..." (souligné par nous).

### LA REPONSE DES TRAVAILLEURS...

Les gaziers et électriciens d'Oran donnent immédiatement le ton de la bataille. Cette bataille s'engage sur le respect de l'indépendance du syndicat et de la démocratie syndicale. 300 travailleurs de la SOUELGAZ D'Oran adoptent une motion demandant l'augmentation du nombre de délégués pour "une réelle représentativité de tous les secteurs d'activité que couvre l'organisation syndicale".

Le 23 janvier, les travailleurs de la R.T.A. se réunissent en A.G. en présence de Bénikars (secrét. gén. de l'U.G.T.A.) et des représentants de l'U.T. et du F.L.N. ils débordent le cadre de discussion défini par Yahiaoui. "El Moudjahid" est obligé de rapporter : "quelques interventions portèrent sur les statuts de la fonction et sur la résolution progressive des problèmes de transports et du logement. Mais toutes exprimaient l'attachement des travailleurs à être représentés démocratiquement. Ainsi un membre de la section syndicale, a battu en brèche tous les préalables imposés, ici et là, pour les élections à des postes de direction des organisations de masses" un autre syndicaliste posa la question du rôle de l'U.G.T.A. dans la résolution des problèmes sociaux et professionnels des travailleurs" "El Moudjahid" reconnaît que les faiblesses de l'organisation syndicale en matière de résolution des problèmes des travailleurs ont été débattues".

Un syndicaliste évoque les grèves de Mai-juillet 1977.

"La situation à laquelle ont été amenés les cheminots et les dockers est le produit de l'accumulation des problèmes sociaux et professionnels que l'organisation syndicale n'a pu prendre en charge en vue de leur règlement. Les masses laborieuses ont choisi le socialisme et le processus qui mène au socialisme. Les masses pensent ou ressentent le socialisme comme une réalité concrète qui est en contradiction avec les problèmes de leur vie quotidienne. Le travailleur sollicité demande la résolution des problèmes sociaux qu'il affronte quotidiennement.

A propos de l'austérité, le même syndicaliste poursuit "s'il doit y avoir austérité celle-ci doit être également valable pour tous sans distinction, il ne peut plus être demandé aux travailleurs de patienter alors qu'Alger pâlisse de 604". Critiquant la bureaucratie syndicale, il affirme "les travailleurs ne peuvent plus accepter les méthodes et les directives de responsables qui soient en contradiction avec la réalité que vivent les masses".

Voilà la réponse des travailleurs aux directives de Yahyaoui et de l'appareil d'Etat.

"El Moudjahid" consacre le 22 janvier un long article au conflit qui oppose les travailleurs à la direction d'une brasserie de la S.N. des eaux minérales algérienne, à Annaba. Les 360 ouvriers de cette brasserie signent une pétition qu'ils transmettent notamment à l'Unio. de Wilaya UGTA, avec 2 revendications principales. "La 1ère concerne la répartition des parts individuelles des bénéficiaires enregistrés durant l'année 76, la seconde fait état de la situation salariale déplorable des travailleurs de cette unité dont la nouvelle grille adoptée en juillet dernier, pourtant tant attendue, n'a pas apporté d'améliorations substantielles. Nous avons voulu en savoir d'avantage sur ce litige qui oppose le collectif des travailleurs d'une part et d'autre part la direction de l'unité, grande absente dans ce différend : L'A.T.U." Cette unité était en économie mixte, à capitaux privés et publics majoritaires, elle a été nationalisée en décembre 75 et depuis sa section syndicale a été démantelée et remplacée par l'A.T.U. Les travailleurs rejettent l'A.T.U. et saisissent l'occasion offerte par le congrès de l'U.G.T.A. pour poser leur revendications et demander l'implantation d'une section syndicale.

Le rejet du syndicat est éloquent dans les propos du directeur de l'Unité : "avant la nationalisation, face au patron une seule arme possible pour faire valoir ses droits : la revendication, un seul cadre légal : la section syndicale. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Il y a le fait que le travailleur est associé sur un même plan que le directeur à la gestion de l'unité" dit-il. "El Moudjahid" conclut "tel ne semble pas être l'avis des travailleurs de l'unité qui ne sont pas convaincus de ces arguments sur l'amélioration de leur niveau de vie". Autrement dit : les travailleurs, malgré les obstacles, disent non à la GSE et posent leur revendications à la seule organisation susceptible de défendre leurs intérêts l'U.G.T.A.

quelques jours plus tard, le 29 janvier, dans son éditorial "El Moudjahid" tire à boulet rouge sur les bureaucrates syndicaux à l'occasion de la publication du rapport moral de la GEN :

"La direction de l'UGTA démontre qu'elle a conscience de l'impossibilité qu'il y a de mener une lutte efficace pour la tenue d'un congrès authentiquement démocratique sans mettre en marche toute une politique d'information rationnelle et systématique au profit de la base des travailleurs". Après avoir constaté l'effervescence qui règne dans les instances syndicales de base où les travailleurs revendiquent au lieu de s'en tenir au cadre des débats fixés par les commissions de Wilaya, "El Moudjahid" revient aux orientations Yahiaoui :

"Les assemblées qui se tiennent partout dans le pays doivent le moins s'inspirer de l'esprit de la lettre de ces orientations, quitte à ce que à la base, les sections syndicales ou les instances de base de l'UGTA fassent revenir les débats dans une direction plus conforme à ces orientations..."

L'échec de Yahiaoui et de ses commissions bidons est là tout avoué et "El Moudjahid" somme les travailleurs à revenir à des sentiments meilleurs pour la tenue "du bon congrès de l'UGTA".

Cette fois c'est les postiers qui vont répliquer. "El Moudjahid" titre le 30 janvier "les postiers d'Alger : "nous devons faire du syndicat notre affaire". Les travailleurs, qui se bousculaient pour tenir leur assemblée générale à la cantine de la poste d'Alger affirment : "le syndicat ne doit pas se substituer à l'organe de gestion d'emblée les travailleurs discutent de leurs problèmes.

La contribution de l'UGTA à la résolution des problèmes sociaux a été abordée par le biais de propositions. Ainsi la constitution de coopératives d'habitat avec le concours de toutes les autorités concernées a été avancée comme une contribution à la solution du problème grave du logement des travailleurs.

Le syndicat pouvait proposer de même le développement des transports publics et de travailleurs et le frein à la circulation urbaine des petites voitures. Le développement de la formation de délégués syndicaux et la correction de l'orientation de la formation professionnelle ont été préconisés. Sur le plan de l'information, l'UGTA devrait éditer des journaux, des revues, des études sur la situation des travailleurs dans tous les secteurs et sur la situation du pays.

Les postiers ont réaffirmé la liberté d'adhésion au syndicat et rejettent la propo-

sition d'un livret syndical de 3 ans comme forme de bureaucratisation. "El Moudjahid" qui se préoccupe beaucoup de la bataille de la production constate qu'on ne peut transformer le travailleur en une machine et reconnaît "qu'un travailleur qui baigne dans un milieu où l'injustice existe ne peut être mobilisé. Il faut donc qu'il ait la conviction qu'il n'est pas défavorisé". Un travailleur pose la question de la garantie de la démocratie au Congrès, son collègue lui répond : "il n'y a pas mieux placé que toi en tant que travailleur pour contribuer à assurer cette garantie en militant. Comme on le voit les travailleurs, n'ont besoin ni des engueulades "d'El Moudjahid", ni des orientations bidons des commissions de Yahiaoui, ni encore de la tutelle des bureaucrates syndicaux pour poser réellement leurs problèmes. "Les nombreuses idées et opinions des travailleurs expriment le même constat sur la situation sociale et politique.

Le 2 février les dockers tenaient à leur tour leur assemblée générale au siège de l'UGTA, à la maison du peuple. "El Moudjahid" est fort impressionné par l'unité et l'efficacité des dockers "à la maison du peuple leurs interventions ont été courtes et efficaces. Une seule intervention aurait suffi tant ils sont unis".

Faisant sans doute allusion aux bureaucrates syndicaux et autres militants du PAGES dans l'UTAC, qui ont essayé de casser la grève des dockers de l'été dernier, l'un d'eux explique " nous connaissons toutes les insuffisances de l'organisation syndicale car nous les vivons à travers l'accumulation des problèmes sociaux et professionnels jour après jour. La condition essentielle pour sortir de cette situation est que nous choissions nous-même les représentants accrus à la défense des travailleurs".

Avant de se séparer les dockers adoptent un rapport portant sur des points essentiels la démocratie et la question du statut. Le même jour, les travailleurs de l'unité siège de la Sonitec adoptaient une motion en A.G. dans laquelle ils affirment "nous voulons une organisation syndicale qui joue pleinement son rôle dans la prise en charge de nos problèmes et aspirations..."

Le 3 février le commissaire national du parti d'Oran membre de la commission du Wilaya chargée de contrôler les débats pour la préparation du congrès, déclare à l'A.P.S. : "toutes les assemblées programmées se déroulent conformément au calendrier établi... mais se lamentent-ils les travailleurs consacrent une bonne partie de leurs interventions aux problèmes sociaux qu'ils rencontrent (formation, profession, habitat, et salaires).

Le 5 février c'était au tour des 4000 travailleurs du centre hospitalier et universitaire d'Alger de se réunir. L'heure est à la mobilisation constate "El Moudjahid" : "initialement prévue pour hier l'A.G. a été reportée pour assurer une meilleure préparation. Ainsi les travailleurs se sont portés volontaires pour informer les autres sur les objectifs de l'assemblée en confectionnant des affiches et en passant dans tous les services. Le centre hospitalier ainsi que la clinique Stanne et la direction de Wilaya de la santé seront représentés par 3 délégués au congrès sur la base de plus de 2000 syndiqués... les travailleurs volontaires rencontrés dans le local de la section syndicale estiment qu'au niveau du centre hospitalier le meilleur succès du congrès serait de contribuer à normaliser la vie syndicale dans le secteur. Leur mission serait de veiller à la réintégration des membres du conseil syndical dans leurs droits syndicaux. Ils auront à contribuer au côtés des instances à créer les conditions démocratiques du renouvellement à la section syndicale puisque l'actuelle se trouve paralysée dans ses activités". Elle avait été dissoute le lendemain les pétroliers de la Sonatrach, division Engineering et développement adoptaient le programme de leur conseil syndical en A.G.. rappelons que les effectifs de la Sonatrach approchent du chiffre record de 80.000 travailleurs et leur poids est décisif. Dans le débat autour du programme qui pose notamment les problèmes du transport et du logement évoquant le problème du logement un travailleur évoque "aux cadres on loue des appartements de la SONATOUR et aux autres, on refuse des prêts

sociaux "c'est injuste".

Et après cela "El Moudjahid" se croit obligé de revenir sur ses interminables litanies de "respect du cadre de discussion autour des objectifs de la charte nationale" de "l'application de la G.S.E." et autres "batailles de la production" ; autant de formules dont les expressions concrètes ont volé en éclat.

Le 7 février l'A.G. du secteur finance et plan constitue le moment le plus haut de la période préparatoire (cf. article)

luttés syndicales, luttés pour la démocratie, luttés revendicatives  
c'est le terrain de la lutte de classe.

(à suivre)

(prochain numéro -offensive contre le syndicalisme  
-les conférences de Wilaya  
-pré congrès  
-le 5ème congrès  
-leçons et perspectives).

Il faut lire l'article qui suit dans l'ordre suivant:

page 17, page 21, page 20, page 19, page 18

FEDERATION DES FINANCES ET DU PLAN

U.T.A.C. -U.G.T.A.

Coordination des sections syndicales du secteur centre -Rapport de synthèse adopté en assemblée générale, le 7 février 1978.

Dans cette fédération, le 5ème congrès a été préparé par une discussion très large dans les sections. Différents textes concernant les revendications particulières et cette fédération et celles de toute la classe ouvrière ont été rédigés. Au niveau de la direction syndicale, la discussion a été sévère entre les différentes fractions qui la composent.

Un document a été adopté le 7/2/78 après son adoption une véritable armada d'agents de la sécurité militaire a été mobilisée pour empêcher sa diffusion et sa discussion dans les autres secteurs. Des pressions intolérables pour réédiger le rapport se sont exercées sur les militants. Mal gré cela il a largement circulé auprès des militants. Nous voulons ici donner notre appréciation du document.

Le rapport critique ici et là un certain nombre d'aspect de la politique du pouvoir sans du reste le désigner clairement. Par moment même la critique est faite comme si elle était dirigée contre une fraction de l'appareil d'Etat et du pouvoir et non le pouvoir globalement. Il en est ainsi lorsque le rapport dit :

"en tant que travailleurs nous devons, avoir continuellement, à l'esprit que la bourgeoisie ce n'est pas seulement le secteur privé, mais également un CERTAIN nombre de responsables des services publics (société nationale, Ministères...) d'appareil de l'Etat sur lesquels vivent des couches parasitaires qui sucent le sang des travailleurs". (c'est nous qui soulignons).

Non ! Camarades, la bourgeoisie ce n'est pas un "certain nombre", c'est la totalité du nombre. Pour être plus précis, "les responsables de services publics, société nationale, ministères...) d'appareils de l'Etat..." c'est la bureaucratie de l'état bourgeois et en tant que telle, elle est instrument et partie intégrante de la bourgeoisie. Votre position peut être comprise comme n'ayant rien de contradictoire avec celle de Boumédiène, lorsqu'il désigne à la cantonade "les bureaucrates comme responsables des maux dont souffrent les masses populaires. Nous savons qu'il le fait pour masquer ses responsabilités. Mieux, elles n'est pas différente qualitativement des positions du PAGES contre qui pourtant ce document est rédigé.

Il y a bien d'autres citations à faire pour confirmer notre affirmation.

poursuivons :

Un autre point du rapport est dangereux. Abordant nécessairement la question de la G.S.E. il est écrit :

"... nous refusons de cautionner une gestion archaïque, anti-nationale et très SOUVENT (donc pas toujours NDLR) anti-populaire en participant à côté de l'administration SANS QU'ON AIT AUCUN POUVOIR DE DECISION". (c'est nous qui soulignons).

La notion de bénéfice n'est bonne ni pour le cas de l'entreprise ni au niveau national. C'est la notion elle-même qui doit disparaître. Il ne faut pas en effet oublier que la notion est née, en même temps que la G.S.E. Cela ne veut pas dire abandonner cette année, la somme de chaque travailleur doit recevoir. Au contraire nous devons lutter pour avoir la somme reçue l'an dernier augmentée du coût de la vie. Sur le plan institutionnel, nous refusons de lier l'obtention de cette somme à l'existence de bénéfice réalisé ou non mais nous luttons pour l'indexé au salaire, pour que cela soit compris comme faisant partie du pouvoir d'achat des travailleurs.

De même et puisque la société algérienne est toujours capitaliste, il est faux de lier le salaire au revenu national. Il n'y a en régime capitaliste nulle limite à mettre à la vente de la force de travail, les capitalistes en mettent suffisamment. L'un des facteurs de la lutte de classe étant la lutte jamais interrompue pour le prix de vente de la force de travail entre les prolétaires et les capitalistes.

Par ailleurs le rapport contient encore une imprécision :

-exigence d'une "puissante centrale syndicale de masse, libre, représentative et démocratique", soutien à la lutte des travailleurs tunisiens pour "l'indépendance et l'autonomie de l'UGTT vis à vis du pouvoir destourien. De même c'est une occasion pour nous d'exiger de la Centrale syndicale, du parti (pourquoi le parti? NDLR) de ne pas reconnaître la direction fantôme que tentent de mettre en place Bourguiba et ses valets", critique de la "pratique anti-démocratique et anti-ouvrière exercée par une direction non représentative et qui bafoue les acquis remportés par la lutte des travailleurs, non seulement en Algérie, mais dans le monde", mais pas d'exigence explicite de l'indépendance de l'UGTA envers le FLN et le pouvoir de Boumédiène.

Mais le document rejette explicitement le rapport de la direction et avance des revendications qui entrent au plan de la politique de Boumédiène sur de nombreux points.

-Sécurité sociale autonome et non pas intégrée dans le Ministère de la Santé.

"nous estimons que son budget est le fruit de nos cotisations CAD ceux des travailleurs, et qu'à ce titre elle doit à tout prix garder son autonomie vis à vis du budget de l'Etat, d'autant plus, qu'elle est un acquis de la classe ouvrière".

Liberté de l'information et de la presse/

"Nous stigmatisons l'action des pouvoirs publics et de la direction de l'UGTA en matière de censure et de contraintes exercées sur notre journal "révolution et travail".

Nous demandons au congrès d'éclaircir ce point et de prendre une décision souveraine. En tant que travailleurs, nous avons le droit d'être informés sur la grève des cheminots et des étudiants au Maroc, sans qu'on soit informés sur ce qui se passe ici. Une telle démarche est une provocation caractérisée à l'encontre du travailleur, c'est en permettant une liberté de presse réelle que nous démasquerons l'ensemble des forces réactionnaires Pro-impérialistes et anti-ouvrières qui visent à la destruction de notre syndicat et à la falsification de la réalité vécue".

Enfin, réclamation du droit de grève dans le secteur public "au sens où la grève est un acquis de la classe ouvrière mondiale et une arme des travailleurs dans la lutte contre la réaction et l'impérialisme".

au total un document fort intéressant.

veut lui l'atomisation de la classe ouvrière.

Les points 3 -abordent les questions de salaires :

" 3- Nous souhaitons que le 5ème congrès se penche sur les aberrations de la loi des Finances 78, notamment en ce qui concerne la suppression de la taxe sur les haut-salaires (à quoi ça sert alors d'augmenter les bas salaires ?) et surtout en ce qui concerne le SMIG en effet, nous pensons que le minimum de 600 DA par mois est bien au deçà de la satisfaction des besoins fondamentaux d'une famille de 7 membres (moyenne Nationale). C'est pourquoi nous proposons un SMIG de 1000 DA avec suppression de l'I.T.S.

En premier lieu : s'il vaut mieux proposer un SMIG de 1000 DA alors qu'il est de 600 DA, il faut tout de même dire que l'organe de l'U.G.T.A. "révolution et travail" a publié une enquête qui aboutit à considérer 1700 DA comme minimum vital pour une famille de 5 enfants. Cette enquête était réalisée sur la base de calcul fait par L'O.I.T. Le résultat, publié par "R.T." a failli du reste étouffer le docteur AMIR.

En second lieu nous le disons nettement nous avons à nous préoccuper de la loi de finance uniquement sous l'angle de ce qu'elle est une machine de guerre contre les masses et non sous l'angle des supposées "aberrations" qu'elle ne contient pas.

Vous vous situez pour votre part dans un cadre réformiste c'est à dire l'aménagement du budget". Nous n'aidons pas, nous, le régime dans l'élaboration d'un quelconque budget. Nous nous battons pour la défense des acquis des travailleurs que par exemple la loi de finance tente de reprendre. Pourquoi n'avoir pas évoqué "l'aide de l'état" sur les denrées de premières nécessités chaque année rognée un peu plus ?

"La solution n'est pas de prendre sur les hauts-salaires pour donner aux bas salaires elle est dans la revendication d'un SMIG à 1700 DA et dans des revendications de salaires uniformes. Parcequ'elles unifient "hauts-salaires" et "bas salaires" contre le pouvoir.

Et c'est l'embryon de phrase mis entre parenthèse"... (à quoi ça sert alors d'augmenter les bas salaires ?)... qui donne toute la saveur de votre préoccupation : un "meilleur" budget, c'est pour toutes ces raisons que nous approuvons pleinement la revendication contenu au point 2 de votre rapport :

"-pour une échelle mobile des salaires, en rapport avec l'augmentation constante du coût de la vie"...

Le point 6 -a un intérêt : celui de faire table-rasé de la notion de "bénéfice", au début de ce point, pour malheureusement la réintroduire au bas de ce même point. C'est ainsi qu'il est écrit : "la répartition des bénéfices... est là une mesure correctrice de l'anarchie qui règne actuellement en matière de salaire". Voilà donc la notion "bénéfices" presque balayé. Elle est là comprise comme une indexation au salaire, comme faisant partie du pouvoir d'achat des travailleurs. Et en tant que tel les travailleurs doivent revendiquer la somme de l'année passée augmentée du coût de la vie.

Mais un peu plus bas "dans la mesure où l'économie est étatisée, la notion de bénéfice doit disparaître de l'entreprise pour se généraliser au niveau de tous les secteurs". (c'est nous qui soulignons).

En ce sens, les corporations (fédérations) se sont caractérisées par leur bureaucratisme avancé, par leur absence totale au niveau de la résolution de nos problèmes et surtout par leur absence totale également dans la dynamique de lutte qui nous anime. En ce sens nous demandons l'application des recommandations du 4ème congrès de même qu'un renforcement des attributions et des moyens d'investissements des Unions Territoriales et des sections syndicales."

Lorsque nous le dépouillons de son verbiage radical qu'est-il :

-revendications de l'application des recommandations du 4ème congrès (refonte des fédérations c'est à dire dissolution de certaines).

-renforcement des moyens d'investissement et attributions des U. territoriales et sections syndicales.

Si l'U.G.T. A. n'a pas été détruite c'est en particulier parce que se sont maintenus les fédérations des dockers, des cheminots etc... plus exactement parce que le pouvoir n'a pu les détruire comme il l'a fait pour la F.N.T.T. Les fédérations professionnelles sont des accuis ouvriers. C'est ainsi que l'ont compris les travailleurs de la SONELGAZ en revendiquant une fédération de la pétrochimie. Au 5ème congrès, le régime a pu imposer la dissolution de certaines fédérations. Il faut comprendre que c'est un coup certain contre l'organisation syndicale même s'il n'a pu le faire pour TOUTES les fédérations, tel qu'il l'envisageait dans le PREMIER projet non publié. Ce qui aurait été un pas de plus dans l'atomisation des travailleurs.

Votre position sur ce point est sérieusement erroné.

Mais qu'est-ce que votre "renforcement des attributions et moyens d'investissements des unions territoriales et sections syndicales"?

La section syndicale doit voir non seulement son existence garantie et défendue si nécessaire. Là n'est donc pas le problème.

Pour les U.T. nous vous posons quelques questions.

Les U.T. ne seraient-elles pas autant bureaucrtisés que les fédérations professionnelles ?

Les U.T. n'ont-elles pas comme les directions de fédérations dissout des sections syndicales, blâmés des syndicalistes combattifs ?

Poser les questions c'est y répondre :

Pourquoi alors opposer ce qui n'est opposable -l'organisation des travailleurs en sections syndicales d'entreprises, se coordonnant au niveau de la localité, de la Wilaya -avec- la coordination des sections syndicales d'une même profession.

Non seulement ce n'est pas contradictoire mais nécessaire toutes deux.

Votre position parce qu'elle part de l'identification -de la politique des directions des fédérations, de leur méthode bureaucratiques, d'étouffer de la démocratie, avec les fédérations professionnelles elles-mêmes - se place sur le terrain du pouvoir qui

Tout lecteur attentif comprend cette phrase ainsi : avec un peu plus de pouvoir de décision nous cautionneront une "gestion archaïque anti-nationale etc... C'est l'embryon de phrase"... sans qu'on ait aucun pouvoir de décision"... qui donne toute sa signification à la phrase entière.

Mais plus fondamentalement la question de la G.S.E. ne se résume pas dans plus ou moins de pouvoir pour les syndicalistes. Poser le problème comme vous le pose revient à vider tout le contenu corporatiste, anti-ouvrier de la G.S.E.

Le G.S.E. est l'arme de l'intégration du syndicat et partant de la participation à leur propre exploitation, mais. C'est en ce sens que le seul combat qui vaut la peine d'être mené contre la G.S.E. c'est celui pour son abrogation. Il n'est pas dans la revendication "de plus de pouvoir".

Vous, vous voulez amender la G.S.E., non l'abroger. Pour preuve nous citerons le début du point 5 de votre rapport.

"5 - En ce qui concerne la G.S.E., nous déplorons que la confusion entre conseil syndical et A.T. soit maintenue car cela revient à déposséder peu à peu le syndicat de toutes prérogatives".

Réclamez la "non-confusion" n'est pas combattre la G.S.E. c'est abandonner la lutte pour sa dissolution, son abrogation, parce que "la non confusion" maintient aussi les structures corporatistes de la G.S.E.

Nous soulignons que c'est la même position que la P.A.G.S. défend encore tout récemment, dans une déclaration.

Pour notre part nous combattons :

- pour la défense des sections syndicales
- pour l'abrogation de la G.S.E. -pour le contrôle ouvrier.

Nous voudrions expliciter ce dernier mot d'ordre.

Il n'y a aucun lien entre votre "plus de pouvoir"... et le mot d'ordre de contrôle ouvrier.

Ce dernier dit très exactement ce qu'il veut dire. Il fait ressortir la notion de contrôle et souligne l'existence d'une situation où il se crée un état de conflit aigu entre deux centres de décision dans l'entreprise. Celle de l'état et celle des travailleurs et les organismes au travers duquel ils peuvent exercer leur contrôle. Même si le contrôle déborde sur la gestion, celle-ci se fait de manière indépendante et exclut le partage des responsabilités avec les fonctionnaires de l'Etat.

Les dissolutions des ATE AJU par les travailleurs au cours des mouvements de grève a le même sens et elles expriment leur volonté du refus de leur propre exploitation.

Lorsque nous relisons le point 4 de votre rapport, nous sommes surpris.

citons-le :

" 4- En ce qui concerne le fonctionnement et les statuts de l'UGTA, les travailleurs se prononcent d'une manière claire pour une structure souple et démocratique capable d'impulser le mouvement syndical dans son ensemble vers de nouvelles victoires.

LE 5e CONGRES - REVUE DE PRESSE

Dans l'"Humanité" des 27 et 30 Mars, J. de Bonis défend avec plus de subtilité qu'El Moudjahid, la politique de coporalisation de l'UGTA entreprise par BOUMEDIENNE.

L'organe du PCF, qui on le sait a toujours "combattu" la bureaucratie, insiste sur le caractère démocratique de ces assises.

"Un mot clé : démocratie. C'est ce qui ressort, en premier lieu, de l'allocation d'ouverture prononcée par le président BOUMEDIENNE. S'il estime, en effet que, dans les conditions des pays en voie de développement, un parti unique est une nécessité, il pense que l'existence d'une démocratie vivante au sein de ce parti en est une autre. Sous peine de schérose."

Mais de quelle démocratie s'agit-il ?

.... "Le dénominateur commun de tous les démocrates, de tous les patriotes algériens, c'est la Charte Nationale.

Au clivage artificiel, trompeur et intéressé, il s'agit de substituer, dans le choix des cadres, le critère de la pratique démocratique, nationale et révolutionnaire"

Dans son article du 30/3, de BONIS revient sur ce point :

" La bataille de la production et de la gestion sera gagnée, a fait valoir un autre, si les travailleurs, correctement informés et investis de la confiance du pays, en font leur affaire.

Ces affirmations, maintes fois reprises, devaient s'accompagner d'analyses critiques et autocritiques sans complaisance, ni faux-fuyants : la force de l'organisation est liée à sa capacité démocratique.

Les syndicalistes ne doivent pas craindre la démocratie, puisque celle-ci concerne les forces sociales de la révolution, non celles de la réaction".

Les choses sont nettes : la démocratie révolutionnaire ne concerne que ceux qui, dépassant la conception partisane des intérêts particuliers de la classe ouvrière (salaires, conditions de travail, logement...) s'attachent à gagner la bataille de la production du pouvoir.

Les autres ceux qui ont cherché à faire de ce Congrès, celui des syndiqués élus dans des AG démocratiques, sur des orientations élaborées par les seuls travailleurs syndiqués, sont les tenants de la réaction.

Le rôle du syndicat est particulier :

"Faut-il que le syndicat soit plus revendicatif que gestionnaire ou vice-versa ? Il doit être révolutionnaire, tout simplement, a répondu un délégué au Congrès, c'est à dire capable de prendre en charge les problèmes matériels et moraux des travailleurs, ensuite de saisir correctement les exigences de l'heure, enfin de se situer de manière dynamique dans le processus d'émancipation nationale.

Belle synthèse qui nous explique que le rôle du syndicat consiste à ne s'occuper des intérêts matériels des travailleurs qu'en fonction des résultats de la bataille de la production. En d'autres termes, retrouvez vos manches et suez le burnous et ensuite il restera quelque chose pour vous.... ou pour vos enfants !

"Le Monde" rend compte de ce Congrès dans deux articles, les 23 & 31 mars. Bien entendu, Balta a noté la "convergence" entre les travailleurs et BOUMEDIENNE sur la question de la démocratie.

"Dans l'ensemble, les interventions ont été très dures à l'égard de la bureaucratie syndicale", à laquelle il a été reproché d'avoir failli à sa mission de défense des travailleurs.

On s'attend d'ailleurs qu'à l'issue du Congrès, la direction de l'UGTA soit largement remaniée, dans la mesure où, à ces critiques de la base, s'ajoutent celles du chef de l'Etat".

"Le Monde" laisse entendre que des tendances combattent la volonté centralisatrice du FLN.

"Un courant minoritaire s'est même prononcé, semble-t-il, en faveur d'une "autonomie organique de l'U.G.T.A dans le cadre des grandes orientations de la Charte Nationale".

Chacun aura reconnu dans cette "opposition", le PAGES qui cherche à construire le nouveau parti de BOUMEDIENNE, le PAGES sur les débris du FLN.

Le PAGES "combat" la bureaucratie syndicale", c'est à dire l'appareil rattaché au FLN, qui lui renvoie l'ascenseur en dénonçant le passé colonialiste du PCA "une des manifestations de cette lutte a d'ailleurs d'ailleurs eu un écho en France, "Révolution & Travail", l'organe du syndicat, ayant brusquement mis en cause le rôle de la CGT lors de la création de l'UGTA en 1956, alors que cet épisode était passé sous silence depuis plusieurs années".

Ainsi les couteaux sont tirés entre deux fractions politiques aussi peu démocratiques l'une que l'autre, qui contrôlent l'appareil syndical.

Dans "l'action", quotidien du PSD Tunisien du 25 mars, sous le titre "les syndicats algériens obtiendront-ils leur autonomie ?" est rendu compte assez clairement de la lutte qui a opposé les frontistes aux pagistes ainsi que la politique du pouvoir qui a cherché à mettre en place une direction inféodée.

Ainsi "l'action" qui cite YAHAIYOU "nous voulons un congrès de travailleurs et non pas un congrès des cadres du syndicat" comprend que cela veut dire "réclamons-nous de la base syndicale pour chasser ceux qui ont failli à leurs tâches de contrôle du mouvement des masses, d'intégration total du Syndical à l'Etat, pour mettre à leur place d'autres dirigeants qui tenteront de réussir à ces mêmes tâches".

L'Action dégage ce qui lui paraît être la politique de BOUMEDIENNE.

"Un autre courant (est allé) jusqu'à préconiser des sanctions pénales pour fait de grève, considérant que le syndicat doit "cesser d'être un instrument de lutte contre l'Etat exploiteur pour devenir partie intégrante du pouvoir" dans le but de "veiller à la réussite totale de la gestion socialiste des entreprises, à l'exécution des plans, au développement et au perfectionnement de la production, à l'amélioration de l'organisation et des rendements."

L'Action distingue entre ceux qui réclament "l'élimination des opportunistes et la mise à l'écart une fois pour toutes des carriéristes" et ceux (du PAGES) qui ont réclamé "l'autonomie organique de l'UGTA dans le cadre de la charte".

Et de conclure que l'U.G.T.A. n'était pas devenue autonome du pouvoir. "L'Action" répondait ainsi aux attaques de l'U.G.T.A. sur "la direction fantoche" de l'U.G.T.T.

Mais cela ne vas pas trop loin. Cela n'ira jamais très loin.

SAID AKLI écrit dans "Rouge". Ce n'est pas un mince honneur. Mais S.A. n'écrit pas que dans "Rouge". Nous ne voudrions surtout pas, que nos lecteurs méconnaissent ses écrits. C'est pourquoi nous en profitons pour rappeler ces analyses antérieur dans la revue "IMPRECOR". Bien entendu, sur le sujet qui nous occupe : le 5ème congrès, le syndicalisme, la G.S.E., l'U.G.T.A.

L'article d'"IMPRECOR" du 10.11.1977 traite des développements de la lutte de classe et fixe un certain nombre d'opinion sur des sujets centraux : G.S.E., U.G.T.A.

Prenons la G.S.E, Saïd AKLI écrit :

Ces structures (ceux de la G.S.E) visaient ouvertement à élargir les possibilités d'encadrement de la classe ouvrière par l'U.G.T.A." et la phrase juste avant celle-ci défini les structure de la G.S.E. comme étant de collaboration de classe...".

Non ! trois fois non ! les structures de la G.S.E. ne sont pas des structures de simple collaboration de classe comme peuvent l'être les "comités d'entreprises" mis en place en France en 1945. Ceux-ci ne supposent pas la disparition du syndicat mais la participation des dirigeants syndicaux à la gestion des loisirs etc... en commun avec des représentants du patronat.

Les structures de la G.S.E. outre leur aspect "gestionnaire" supposent la négation du rôle traditionnel du syndicat. Voici pourquoi les différentes notions adoptées dans le passé stipulaient l'intégration des structures syndicales dans les structures de la G.S.E. C'est une différence très importante.

SAID AKLI en a-t-il conscience ?

Apparemment NON ! Que penser des buts qu'ils supposent être ceux des structures de la G.S.E. lorsqu'il écrit qu'elles "visaient ouvertement à élargir les possibilités d'encadrement de la classe ouvrière, ( ) par l'U.G.T.A.". On se frotte les yeux.

Non ! les structures intégrationnistes ne visent pas à cela, elles visent à détruire l'U.G.T.A. comme syndicat. Si bien entendu on considère l'U.G.T.A. comme un syndicat. Si l'on comprend le sens de la phrase cité plus haut pour SAID AKLI la réponse est non.

Une autre chose est remarquable dans les citations ci-dessus est la constanle con fusion faite entre la direction de l'U.G.T.A. et l'U.G.T.A. elle-même. C'est une erreur élémentaire pourtant mon cher WATSON ! Mais certainement pas gratuite.

Plus haut dans l'article, en effet nous avons pu lire :

"Les progrès réalisés dernièrement dans la coordination des luttes n'en prennent que plus d'importance. Ils constituent un début de REPONSE à la question de l'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE....".

tout est clair. Le mot "encadrement" prend ainsi toute sa signification. L'U.G.T.A. n'est plus un syndicat, il faut en construire un autre, la coordination des luttes... constitue un débat de réponse".

Quatre mois plus tard SAÏD AKLI se prononce pour une "U.G.T.A. INDEPENDANTE". Etonnante reconversion en vérité. Elle n'a pas du se faire sans problème.

Dans un article de "Rouge" du 24/3/78 il écrit :

"C'est donc dans un contexte social encore fortement marqué par les luttes ouvrières de 1977 que s'ouvrira, ce week-end le Ve Congrès de l'Union générale des travailleurs algériens."  
(c'est nous qui soulignons)

Intéressante entrée en matière. On ne peut en effet appréhender le Congrès de l'U.G.T.A. en dehors des rapports entre les classes.

Hélas ! trois fois hélas. En effet, plus loin il écrit :

Les succès de cette contre-offensive se mesurent par l'attentisme qu'elle a réussi à susciter au sein de la classe ouvrière et par l'absence de réaction de cette dernière face aux mesures anti-ouvrière mises en pratique simultanément, avant même que les mesures salariales arrachées n'entrent en application.

La Contre-offensive réussie du pouvoir dont AKLI parle, se réduit à une série de promesses, à agiter l'épouvantail nommé "Réaction-impérialiste" et à utiliser à fond le voyage de SADATE à la KNESSETH.

L'attentisme supposé des masses n'est que l'apparence des choses. Une vue tout au plus lobal. Le non déferlement des grandes bataillons de la classe ouvrière ne permet pourtant pas l'opinion selon laquelle les masses sont attentistes.

"Révolution Africaine" du 25 au 31.01.78 signale :

"une progression des conflits a été relevée par les instances (syndicales) au moment où leur attention est fixée sur les préparatifs du Vème Congrès...  
C'est le contraire de l'attentisme !

Et après avoir "démonstré" l'attentisme des masses SAÏD AKLI écrit :

"Le congrès de l'U.G.T.A. est placé sous le signe de la dernière vague de luttes ouvrières".

Comprenne qui pourra, c'est écrit seulement 15 lignes plus bas.

Dans la suite de l'article il décrit très justement le combat des travailleurs pour se ressaisir de leur organisation. Mais ne comprend-il pas que cette description va à l'encontre de sa thèse de "l'attentisme".

Plus loins encore il écrit :

"C'est sous cette pression ouvrière que YAHYAOUÏ, le nouveau responsable du parti chargé de la préparation du congrès va être obligé de désavouer la direction BENIKROUS."

L'intérêt de cette phrase est de balayer l'idée de "l'attentisme chez les masses. Si non comment expliquer qu'elles aient pu faire plier YAHYAOUÏ-BENIKROUS. Et en l'occurrence YAHYAOUÏ n'a pas "désavoué" BENIKROUS. Le sort de ce dernier était réglé depuis septembre 1977. C'est la Bourgeoisie toute entière qui a cédé devant les masses. Mais la grande capacité d'assimilation de la Bourgeoisie lui a permis de comprendre la nécessité de changer les formes apparentes de la préparation d'"un bon Congrès" sans changer le fond. BENIKROUS dont le sort était scellé, étant pour la circonstance le bouc émissaire. La preuve c'est ce que rapporte S. AKLI plus loin dans l'article. Derrière les proclamations de leur sentiment démocratique il y a un resserrement du filtrage-policiér, un contrôle plus étroit de la préparation du congrès.

Si on ne part pas d'un élément capital : depuis les grèves de l'été 1977, la classe ouvrière à l'initiative, on sombre dans l'analyse du seul point de vue des luttes de cliques.

Enfin deux dernières remarques. Nous savons, par l'article d'imprécor, que SAID AKLI honni l'U.G.T.A. Cela peut expliquer pourquoi lorsqu'il cite le rapport de synthèse du secteur finance et plan il écrit :

"(le secteur) se prononce pour UNE "centrale syndicale de masse, libre représentative et démoncratique" (c'est nous qui soulignons)

La citation exacte est la suivante :

"Tout d'abord les travailleurs de la B.A.D., de la B.E.A., de la B.C.A. du Commissariat aux statistiques, de la Société Nationale de comptabilité et de l'A.A.R.D.E.S., tiennent à saluer la tenue prochaine du cinquième congrès de l'U.G.T.A., qui nous espérons sera un nouveau jalon dans notre lutte pour l'émergence d'une puissante centrale syndicale de Masse, Libre, Représentative et Démocratique".

Il y a plus dans la comparaison entre les deux citations que dans un long discours tentant de prouver la reconversion récente de SAID AKLI.

La "UNE" de la citation de "Rouge" s'invente pas. Il s'agit dans l'esprit de S. AKLI de "une" article indéfini. Il ne s'agit pas de l'U.G.T.A. donc.

Dans la citation du rapport de synthèse. La "UNE" est précédé de l'embryon de phrase "salue la tenue prochaine du cinquième congrès de l'U.G.T.A...." qui donne tout son contenu à l'autre embryon de phrase "une puissante centrale syndicale de masse, libre, représentative et démocratique".

La deuxième remarque concerne la lutte pour la démocratie syndicale. C'est avec étonnement que nous avons lu ces lignes.

"CETTE BATAILLE pour la démocratie syndicale ne peut être GARANTIE que PAR la mobilisation PERMANENTE des travailleurs".

Nous pensons que le lieu entre cette citation en fin d'article et la thèse de l'attentisme de la classe ouvrière n'échappera à personne.

La seule garantie que la bataille pour la démocratie syndicale (c'est à dire la lutte concrète pour l'indépendance de l'U.G.T.A.) soit mené, c'est que ceux qui se réclament formellement de l'indépendance syndicale là mènent

SAID AKLI doit sérieusement se poser la question de la nature de la situation politique, et résoudre ses contradictions. Car enfin, comment des masses "attentistes", peuvent-elles garantir la bataille pour la démocratie syndicale qui nécessite leur "mobilisation permanente" ?.

Il n'aura pas échapper à SAID AKLI que la bataille a été mener par les militants et par les masses. Alors ? Contradiction, contradiction quand tu nous tiens.

Dans l'article du 3/4. AKLI se pose sérieusement la question de savoir si : le P.A.G.S. "va engager" l'épreuve de force pour imposer le maintien de ses deux élus et donc violer dans les faits les statuts ?" Ce qui revient à se demander si le P.A.G.S. va-t-il engager la lutte pour l'indépendance de l'U.G.T.A. envers le F.L.N. et donc l'état ?

...

L'article se termine par un paragraphe plein d'ardeur :

" Ces attermoient (ceux du P.A.G.S. !!! mot merveilleux pour caractériser la politique du P.A.G.S. Ce dernier a un avantage en comparaison de SAID AKL : il n'attermoie pas. Quand il est contraint de "TOURNER", il le fait sur un axe de trahison le

. mot attermoient caractérise certainement les positions de S. AKLY par contre) rendent d'autant plus nécessaire la bataille pour que l'U.G.T.A. se transforme en syndicat, indépendant, démocratique et représentatif."

Mais comment ? AKLI le dira un jour !

LE P.A.G.S. CHAMPION DE L'INTEGRATION.....

C'est le 12 janvier 1978 que le P.A.G.S. diffuse une déclaration : "Edifions ensemble un syndicat puissant".

Il est à remarquer que c'est quatre jours seulement après le discours de YAHIAOUI. Et du reste la déclaration prend bien soin de soutenir sans réserve ce dernier.

" Cette intervention, par son contenu, va dans le sens des orientations présidentielles et ne peut que recueillir le soutien de toutes les forces progressistes."

YAHIAOUI applique certainement les directives présidentielles lorsqu'il met en place un réseau de commission chargé de filtrer un peu plus les syndicalistes combattifs, et de préparer ainsi un "bon congrès" avec de "bon congressistes".

Et qu'ont-elles de différent les "commissions de préparations" mis en place par YAHIAOUI avec les méthodes antérieures que le P.A.G.S. qualifie de "barrages dressés JUSQU'ICI contre cette représentation (des travailleurs)." (c'est nous qui soulignons).

Et comment accorder la revendication de "l'autonomie organisée de l'U.G.T.A." avec les félicitations au principal obstacle à cette "autonomie"? - Il est vrai que pour le P.A.G.S. "l'autonomie organisée de l'U.G.T.A." est conçue bien entendu, sur le plan des orientations dans le cadre général de la Charte Nationale et sur le plan institutionnel dans celui de l'égide officiel du parti FLN".

C'est la fourberie à l'état chimiquement pure. En clair leur "autonomie" ce n'est pas l'indépendance organique et politique à l'égard du F.N.L. et de l'Etat. Au mieux c'est l'existence d'une organisation agissant dans l'intérêt de l'Etat bourgeois.

Et si on veut encore s'en convaincre il faut lire la manière dont le P.A.G.S. envisage "la lutte" pour les revendications matérielles et morales des travailleurs.

La déclaration dit en effet :

"(l'U.G.T.A. doit devenir)... l'instrument de défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs". C'est fort bien dit c'est même la définition par excellence du syndicat. Mais le P.A.G.S.. ajoute aussitôt après :

"Dans le cadre général de la lutte pour la défense et le renforcement des acquis de la révolution (le pouvoir entre les mains des colonels et l'absence des libertés sont des "acquis" ?), de l'application des grandes orientations de la Charte Nationale".

La trahison est tout un art. Il s'apprend au P.A.G.S.

Dernière fourberie :

"La direction future de l'U.G.T.A. devra être choisie et élue de façon à refléter le mieux possible les progrès accomplis par les travailleurs sur les plans politique et idéologique".

Une direction "choisie" par le pouvoir et "élue" par les choisis, cela ne choque pas le P.A.G.S. Pas plus que le volontariat obligatoire ! Il est vrai que le P.A.G.S. accepte "le socialisme" et la dictature des colonels qui gèrent l'Algérie pour le compte de la bourgeoisie.

Le P.A.G.S. réclame le droit pour ses militants d'être à la direction de l'U.G.T.A. sans avoir la carte du FLN. Pourquoi ne combat-il pas alors pour

le droit à l'existence de toutes les organisations, aux libertés démocratiques pour tous les Algériens et... à la Constituante Souveraine que le P.C.A. réclamait en 1962 et que ses héritiers combattent comme "bourgeoise" ?

LA CONSTITUANTE SOUVERAINE...  
C'est position...  
On s'écarterait...  
A l'heure...  
L'Algérie...  
Le P.C.A....

LE P.R.S. & LE SYNDICALISME OU QUAND LE RENIEMENT SERAIT.....

LA CONTINUITE

"Faire échec à l'offensive du pouvoir contre la classe ouvrière" tel est l'intitulé d'une déclaration diffusé par le P.R.S., le 5ème congrès de l'U.G.T.A.

On y apprend que :

"Le P.R.S. depuis sa création, n'a cessé de militer pour le développement de "l'action syndicale".

Puisqu'il en fut toujours ainsi reportons-nous à ces publications plus anciennes pour avoir le coeur net.

En Janvier 1963 est publié le projet de Plate-forme du P.R.S. A côté de choses des plus dangereuses politiquement, on peut lire ceci :

"(le P.R.S.) considéré qu'indépendance et Unités Syndicales sont deux conditions indispensables à toute action au service des masses déshérités."

Cette position a une très grande valeur parce qu'elle est exposée peut avant le 1er congrès de l'U.G.T.A., le congrès de la coporalisation.

En Juillet 1966 M. BOUDIAF qui exprime dans la "lettre ouverte aux Algériens" l'opinion du P.R.S. écrit :

"On s'étonnera peut-être de l'insistance mise ici sur le rôle que doit jouer l'U.G.T.A., dont on ne peut ignorer ni la faiblesse, ni les dangers qui la menacent. Pourtant, il faut se représenter qu'en Algérie, les masses laborieuses n'ont jamais connu d'autre organisation de classe que leur centrale syndicale. Il est indispensable que tous les révolutionnaires socialistes considèrent comme leur tâche centrale de défendre et renforcer le seul mouvement représentatif des exploités. Encore une fois, nul ne peut prévoir l'issue du combat qui va se dérouler entre l'U.G.T.A. et l'Etat. Mais, même s'il aboutit à un recul provisoire des masses, ce combat n'aura pas été inutile : mené sur des revendications justes, tendant à la consolidation de l'organisation démocratique des travailleurs, il laissera parmi ceux-ci des traces profondes. (souligné par nous)

Cette position est précieuse. Elle définit : corectement la tâche syndicale des militants "défendre et renforcer" l'U.G.T.A. tâche qui est lié à l'action revendicative des travailleurs.

Mais venons-en maintenant à une période plus récente.

El Jarida n° 10 et 11 écrit en page 33 :

"l'U.G.T.A. est devenu un appareil de collaboration de classe, au profit de la classe dominante. Les ouvriers doivent lutter CONTRE CE SYNDICAT FANTOCHE ET coporalisé, en créant LEUR PROPRE ORGANISATION DE BASE et en développant leur luttes pour la défense de leurs intérêts légitimes". (souligné par nous).

Les citations comme celle-ci sont légions dans les publications récentes du PRS. Elles démontrent tout un reniement des positions antérieures ; une assimilation de l'organisation avec la direction, les bureaucrates et les militants.

...

Venons-en maintenant à la déclaration elle-même :

Après avoir écrit : "si on analyse l'U.G.T.A. aujourd'hui, on est frappé par sa faible emprise sur les ouvriers..." La déclaration nous apprend qu'on ne peut nier l'existence au sein de l'U.G.T.A. de syndicalistes honnêtes, de sections syndicales combattives, sinon comment expliquer les licenciements de responsables syndicaux, les dissolutions de sections syndicales. SPONTANEMENT, il se reproduit sans cesse dans la structure syndicale des noyaux qui menent les luttes.... nous ne pouvons ignorer cette dynamique qui pousse les ouvriers à reconstruire ces noyaux ! (souligné par nous)

C'est en effet inexplicable si l'on part de la politique du P.R.S.

Et le plus extraordinaire c'est qu'après avoir constaté cela la déclaration ajoute :

"nous ne partageons pas le point de vue de certains militants qui s'appuyant sur cette REALITE pensent qu'il faut mener la "lutte de l'intérieur" en pratiquant l'entrisme syndical orienté vers le contrôle des appareils qui débouche en général sur le réformisme ". (souligné par nous).

Quand un travailleur adhère à l'U.G.T.A. il ne fait pas de l'"entrisme", il devient membre de son organisation syndicale. Que la politique de cette organisation soit anti-ouvrière nous en convenons, c'est pourquoi il faut combattre pour en "(épurer) à tous les échelons, les éléments réactionnaires, opportunistes, bureaucrates serviles.." (Bondiaf-lettre ouverte), c'est à dire reconquérir l'indépendance de l'U.G.T.A.

Indépendance dont votre projet de plate-forme de 1963 disait qu'elle était avec l'unité syndicale "deux conditions indispensables à toute action au service des masses déshérités."

L'entrisme est une tactique qui se pratique dans une organisation ennemi pour la détruire.

Pris en tenail entre leurs positions d'origine, le mouvement qui s'exprime dans la préparation même du congrès et leurs positions actuelles sur l'U.G.T.A., le P.R.S. dans cette même déclaration écrit :

"(il ne faut pas).... se contenter d'appeler les ouvriers à construire une autre organisation syndicale en dehors de l'U.G.T.A. (c'est à dire qu'il faut aussi le faire - NDLR) car peu importe le cadre de la lutte ce qui compte c'est le contenu".

On admira au passage, la très grande prouesse : le cadre et le contenu d'une lutte ne seraient plus inséparablement liés.

Quand au fond la position du P.R.S. aujourd'hui, est dans la lutte pour une autre organisation syndicale. La citation ci-dessus le démontre. Le mot "entrisme" de la déclaration se comprend mieux : pour le P.R.S. l'U.G.T.A. est devenu l'ennemi.

Et c'est pire hypocrisie si le P.R.S. en fin de déclaration propose que par rapport à l'U.G.T.A il faut "populariser (et non pas combattre pour - NDLR) le mot d'ordre de l'autonomie syndicale (autonomie par rapport à l'état et au FLN)".

Le combat pour l'indépendance syndicale est toujours d'actualité. Le P.R.S. l'a renié.

En 1965, le PCF a sévèrement condamné le putsch de Boumediene. Dans un article "l'Algérie sous le régime militaire", paru dans "Démocratie Nouvelle" (Juillet Août 1965), dirigée par J. Duclos, A. LENTINE dénonçait le pouvoir bourgeois et réactionnaire du 19 juin et s'inquiétait en ses termes de l'avenir de l'UGTA :

"les syndicats eux-mêmes conservent-ils leur liberté d'action et le nouveau pouvoir, n'essaiera-t-il pas de les diviser, puis de les assujettir, au nom des "impératifs de la productivité", en mettant en avant le prétexte classique de la lutte contre "l'esprit ouvrieriste et revendicateur ?" (p.32-33).

Dans le n° suivant de "Démocratie Nouvelle" R. LIHART, au terme d'une analyse sur l'Etat, écrivait "la politique impérialiste pèse lourdement, en effet, sur l'appareil d'état algérien...."

Les principales forces au sein de l'appareil d'Etat sont une bourgeoisie compradore en puissance liée au capital marchand national, qui monopolise, les principaux postes de gestion de l'ancien appareil administratif colonial et... les éléments d'avant-garde du néo-colonialisme" (p.41)

Dans une brochure du FLN. ORP, "La Révolution socialiste triomphera en Algérie" (Jan 1966), rédigée à Paris avec l'aide matérielle et politique du PCF, la condamnation est encore plus nette :

"... il s'agit d'une dictature qui tire sa justification et son existence, non de la souveraineté populaire et constitutionnelle, jamais avant tout de la force des armes et du soutien ou de la bienveillance des couches sociales les plus conservatrices.

Aujourd'hui pour le PCF, il n'y a plus en Algérie de dictature militaire, et l'"Humanité" ignore les passages des discours de Boumediene où il est question de coporaliser le syndicat. Plus question de parler des grèves et de la tutelle exercée par le parti unique et le pouvoir sur le syndicat, sur la préparation scandaleuse de son Congrès. Mieux, l'"Humanité" considère que le mot clé de ce Congrès s'est justement la démocratie.

Pourtant, lorsqu'elle analyse l'article R. DUHAMEL paru dans l'organe officiel de la C.G.T. (le Peuple n° 1035 du 6 au 15 avril) "l'Humanité" souligne des passages qui pourtant entre en contradiction totale avec la position syndicale que le PCF et ses amis du PAGES défendent en Algérie.

l'Humanité le commente ainsi :

"La C. G. T. souligne " qu'il n'y a pas de droits syndicaux véritables s'il n'y a pas de droits syndicaux véritables s'il n'y a pas de liberté de pensée et d'expression, si les droits de l'homme ne sont pas garantis.... chacun doit avoir la possibilité de s'exprimer librement, de dire ce qu'il pense, sur quelque sujet que ce soit et sans tabou... le syndicat doit être absolument indépendant à l'égard des partis, de l'Etat et du patronat..... Or on sait :

que dans beaucoup de pays, les syndicats entretiennent des rapports de subordination ou des liens avec des partis, Parti Communiste dans certains cas, partis sociaux-démocrates dans d'autres parti unique au pouvoir dans certains pays en voie de développement" (14 avril 78).

Reportons nous maintenant à la position de la CGT SUR L'U.G.T.A..

En Algérie, où soi-disant on construit le socialisme, rien à dire si Boumediene organise le 5e Congrès et subordonne l'UGTA au parti unique l'Etat.

Dans l'article cité, plus haut, du "Peuple", R. DUHAMEL écrit :

"Les travailleurs ont le droit de se réunir, de discuter et d'exprimer librement leur opinion sur toutes les questions les intéressant sans autorisation préalable... de participer à toute action pour la défense de leurs intérêts, que cette action prenne forme de grève, de boycottages, de piquets d'occupation

des lieux de travail.....

Les Etats doivent assurer la renaissance et la garantie du droit au travail et à un emploi... et l'interdiction de tout licenciement sans consultation préalable de l'organisation syndicale et l'interdiction de l'emploi de la force publique contre les travailleurs".

Et il s'agit là d'extraits d'un projet de la CGT de "déclaration universelle des droits syndicaux", donc applicable à l'Algérie.

POMET était présent à Algér au 5ème Congrès, son intervention à la tribune de celui-ci aurait pu rendre crédible cet extrait de la "déclaration universelle". S'il avait fougusement désavoué la présence du Colonel YANLAOU, responsable du parti unique, du président Boumedienne, s'il avait en un mot réclamé l'indépendance du syndicat par rapport à l'état et au F.L.N.

Apparemment tout ce passe comme si ce qui est valable à Pragues à la tribune du congrès de la F.S.M. ne l'est pas à Alger.

En fait cette contradiction n'est qu'apparente.

Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. ont toujours combattu contre l'indépendance syndicale. Cela a été le cas en 1962-63 où leur presse n'a pas eu un mot pour dénoncer le coup de force contre l'U.G.T.A. Il sont aujourd'hui les inconditionnels de l'U.N.J.A. et de la G.S.E. corporatistes. Et en bons subordonnés le P.A.G.S. applique.

Quant à leur projet "démocratique", ils l'ont présenté à la FSM qui siégait à Prague, toujours sous occupation russe et où la CGT est la seule grande organisation syndicale européenne à y rester. En sachant que le projet serai "démocratiquement" écartés par les dirigeants syndicaux, fonctionnaires d'Etat. En s'inclinant devant ce vote, on ne démissionnement pas de cette pseudo-organisation syndicale mondiale et donc en lui apportant par cette opposition purement verbale, une caution démocratique.

Au total, une politique anti-ouvrière, que les travailleurs d'Algérie et de l'émigration connaissent bien, avec un verbiage "démocratique" et "socialiste".

## SUR LA REPRESSION

En plus du chômage, de la cherté de la vie, des salaires de misère, des pénuries, de la crise du logement, des transports insuffisants... , il n'existe en Algérie aucun droit, aucune liberté, aucune justice.

Bien sûr, Boumédiène trouve qu'après les grèves de l'été 1977, "l'insécurité règne dans les villes d'Algérie" et que "la saleté se propage". Et que propose t-il ?

" Il faut que les forces de sécurité veillent sur la population".

Cette gratitude va se traduire rapidement par une réunion entre le ministre de l'intérieur, ministre de la police, le Colonel Abdelghani et du ministre de la justice, pour décider des mesures à prendre pour appliquer les "directives présidentielles" du 24 Septembre 1977".

Et ce sont de vastes campagnes "d'assainissement" qui sont lancées à travers tout le territoire national.

N'importe quel citoyen, sentant la bière ou le vin, sortant d'un bar ou se promenant vers 22 heures seul dans les rues, élevant la voix devant un policier, ou se trouvant dans la rue avec sa femme sans un livret de famille,

N'importe quel travailleur s'attardant dans les rues, n'ayant pas de ticket de bus ou ne présentant pas de ticket d'achat dans un grand magasin,

N'importe quelle femme venant dans un commissariat,

N'importe quel citoyen, commettant une infraction, si minime soit-elle, risque gros.

Aujourd'hui, n'importe qui risque de se trouver embarqué dans un commissariat ou dans les locaux de la gendarmerie, où la bastonnade est de rigueur.

.../

Les travailleurs éniérés sont regardés avec haine et il n'est pas rare qu'ils passent directement de l'avion à la prison. Ensuite un lourd dossier est établi par la police ou la gendarmerie et cet homme se retrouve, après un crochet chez un juge d'instruction, dans une prison du pays.

C'est ce qu'on a appelé "campagne d'assainissement" !

Il n'est que de lire "El Houdjahid", pour savoir que des milliers de jeunes, de vieux, de femmes, d'hommes, ont été "vérifiés", c'est-à-dire se sont retrouvés fichés, frappés, emprisonnés.

Les prisons reforment d'hommes et Boumédiène en construit d'autres.

Toutes les prisons construites par le colonialisme français pour réprimer le peuple algérien, pour l'abattre, servent aujourd'hui et dans des conditions inhumaines, à détruire toute velléité de résistance ou de révolte.

Les prisons d'Oran, d'El Asnam, d'El Harrach, Blida, Lambèse, Constantine... de triste mémoire, sont toujours là, tels des cancers sur le visage du peuple algérien.

Le Colonel, le gendarme, le policier et une justice avec des codes sur mesure, c'est cela le régime de l'ordre en Algérie.

Boumédiène et son régime veulent faire régner la peur. Mais le peuple algérien qui a combattu pour les droits, tous les droits, qui a souffert pour obtenir les libertés, toutes les libertés, qui a résisté farouchement pour avoir une justice digne de ce nom, indépendante du pouvoir politique, saura balayer le régime de la délation, de l'injustice, de l'oppression et de la répression.

Il saura construire un pays où règneront le socialisme et la liberté.

A - ALGER.

NON A LA "SOLUTION FINALE" CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

---

Après le raid sur l'autoroute Haïfa - Tel Aviv, Israël se déchaîne au sud Liban : attaque programmée depuis des mois, massive (30 000 hommes suréquipés : blindés, aviation, marine de guerre, artillerie lourde ...) et terriblement meurtrière : fusées, napalm, bombes à fragmentation... Objectif : expulser la résistance palestinienne de ses camps retranchés au-delà du Litani, ligne rouge au-delà de laquelle les Palestiniens passent dans le contrôle de la FAD et des Syriens de ASSAD, le "Progressiste" de l'invasion du Liban et de Tall al Zaâtar.

Les Palestiniens étant expulsés du Sud et neutralisés au Nord, alors s'ouvre la possibilité de reconstruire l'armée et l'Etat bourgeois libanais à encadrement phalangiste, sous la tutelle conjointe syro-israélienne, avec les dollars de l'Arabie Séoudite.

Le temps d'apporter une solution définitive, à l'arménienne ou à la Kurde, au peuple Palestinien. Brejnev qui est en principe pour le droit à l'autodétermination ... ne bouge pas. Castro, qui envoie ses troupes en Angola et en Ethiopie, ne bouge pas. Le Conseil de Sécurité ne se réunit pas.

Et que font les Boumédiène, Khadafi et autres super durs regroupés dans le "Front Arabe de la résistance" ? Ils menacent, ils insultent et ils annoncent qu'ils vont intervenir bientôt, dans quelques jours, quand Israël sera parti.

Les Palestiniens, une fois de plus seuls et trahis par les rois, émirs, Sadate et les soi-disant dirigeants progressistes, combattant avec acharnement.

Et parce qu'ils résistent sur le terrain puis se replient au bon ordre, parce qu'ils reçoivent un soutien des masses de tout le Proche-Orient, parce que l'armée Syrienne gronde contre Assad le traître, la question n'est pas réglée comme prévue et il faut faire appel à une autre force : celle des "casques bleus" dont on connaît le rôle joué en Corée ou au Congo.

Ce que Israël n'a pas fait, ce que Assad et la FAD ne peuvent plus faire, les "casques bleus" vont essayer de le faire : neutraliser les Palestiniens et renforcer l'armée libanaise étayée par les phalanges, Israël et la Syrie dont la complicité est flagrante.

Les "casques bleus", ce sont surtout les Français, mais qui sont là, par suite du vote d'une résolution adoptée par Carter - Brejnev ... et les dirigeants du "Front Arabe de la résistance". C'est ce que dit Abou Ayad, un des principaux dirigeants du Fatah dans une interview au "Nouvel Observateur" du 27 Mars.

" Nous nous sommes retrouvés complètement seuls, entre le complot des uns - Egypte et l'incapacité des autres - les pays du Front de la Fermeté. Ils sont incapable de prendre la décision de faire la guerre car ils n'ont pas confiance en leurs peuples. Pour faire face à un adversaire militairement et techniquement plus fort, il faut avoir derrière soi un soutien populaire qu'ils n'ont pas"

Et Abou Ayad poursuit :

"... Les pays pétroliers, progressistes ou conservateurs, sont à mettre dans le même sac. Pensez qu'ils n'ont rien envoyé pour les réfugiés, sinon cinq millions de dollars en provenance d'Irak, une somme qu'un cheikh perd en une nuit au casino. Croyez le, notre lutte n'est pas seulement contre Israël".

Cette déclaration boycottée par toute la presse arabe est très importante. Elle démasque la soi-disante unité des dirigeants de la "Nation Arabe" contre Israël. En réalité, il y a d'un côté les travailleurs et les masses des pays arabes qui veulent la paix, l'expulsion de l'impérialisme de la région, l'expropriation des féodaux et rois arabes... et une juste solution pour le peuple palestinien ... et dont les intérêts concordent objectivement avec ceux des travailleurs juifs qui veulent la paix, la fin de l'exploitation par les dirigeants sionistes inféodés à l'impérialisme.

Et en face les Khaled, Hussein, Sadate, Boumédiène, Kaddafi et Assad alliés indirects et objectifs, alliés de classe, de Begin, tous unis derrière les deux chefs d'orchestre Carter-Brejnev, champions de "la coexistence pacifique", qui permet les massacres des peuples de Somalie - Erythrée et de Palestine.

-----  
 " / R I B U N E   A L G E R I E N N E "        / R I B U N E   L I B R E  
 -----

"Tribune Algérienne" est une revue ouverte. C'est le comité de liaison des trotskystes Algériens qui a pris l'initiative d'en assurer l'édition. Mais cependant, ce n'est point pour en faire "sa propriété". Le C.L.T.A. oeuvre pour faire de "Tribune" l'organe des tendances, groupes, cercles ou militants attachés et combattant effectivement pour toutes les libertés démocratiques. Toutes les opinions peuvent et doivent s'exprimer en son sein. "Tribune" bannit la censure. Nous appelons vivement et chaleureusement nos lecteurs, les militants à nous envoyer informations, suggestions, critiques, articles .....

Justement, nous avons reçu deux revues. Elles ont ceci de commun, qu'elles émanent toutes deux de groupes femmes algériennes. Nous publions ci-dessous les plates-formes des deux groupes et la conclusion d'un long article de la revue "La voix des femmes Algériennes". Nous conseillons à nos lecteurs de lire et étudier ces deux brochures ("ALGERIENNES EN LUTTE" et "LA VOIX DES FEMMES ALGERIENNES").

Nous souhaitons que ces publications permettront un large débat sur une question essentielle "la question Femme". En tout cas ce débat à pleinement sa place dans "Tribune".

o        o  
o

PLATE-FORME PROVISOIRE - GROUPE FEMMES ALGERIENNES

Préambule.

De plus en plus les femmes dans le monde sont amenées à lutter contre l'arbitraire et l'injustice qui leur sont faits.

Les femmes algériennes ne sont pas épargnées de ce sort répressif. Elles ont eu plusieurs fois l'occasion de montrer qu'elles étaient les premières à ressentir et à souffrir des con -

.../

traditions existant dans la société algérienne, et ce par la quotidienneté de leur oppression.

La guerre de libération nationale a eu la capacité de toucher les femmes et de les organiser dans la lutte. Même si le plus souvent on a refusé de les y impliquer totalement. Il n'en reste pas moins que pour la plupart, leur participation à la guerre a constitué un pas dans leur prise de conscience et a rendu plus clair la nature de leur oppression. Cette guerre de libération nationale a fait naître de nombreux espoirs que le pouvoir a vite réprimé après l'indépendance au nom des valeurs islamiques, celles-ci devant servir de rempart contre ce que le pouvoir considère comme une "dépravation de mœurs". En fait, le pouvoir était conscient que la lutte des femmes dans sa dynamique se heurterait à son idéologie et à ses institutions. Dès cette époque, il a entrepris une réintégration des femmes dans leurs foyers et familles. Progressivement, les femmes seront de nouveau cantonnées aux responsabilités traditionnelles au sein de la famille.

Le "Redressement" de 1965 n'a pas plus que la période précédente, changé quelque chose au sort des femmes. Rien n'a changé, si ce n'est que de plus en plus les femmes accèdent au marché du travail, non parce que le pouvoir a changé de nature, mais plutôt parce qu'il est contraint pour réaliser ses projets de développement d'intégrer une main d'oeuvre à bon marché, occasionnelle et à moindre coût. Or, aujourd'hui, la crise économique qui touche les masses populaires algériennes, précipite les femmes dans des conditions encore plus déplorables. De plus en plus de femmes sont rejetées des entreprises, réintègrent leurs foyers où elles dépendent des maris qui n'oublient pas de leur faire payer leur dû.

A ceux qui disent : la libération de la femme algérienne s'effectuera par son intégration au processus économique, nous répondons que cette condition n'est pas suffisante pour que les femmes ne soient plus maltraitées, calomniées au foyer ou dans la rue. Elle ne suffit pas non plus à leur garantir la possibilité de circuler, de s'exprimer, de réagir librement. Une telle réponse à la libération de la femme algérienne vise à masquer l'aspect spécifique de leur oppression, car même les femmes travailleuses (4 % en Algérie) restent opprimées par des patrons-hommes, des contremaîtres-hommes. De l'ouvrière à la secrétaire, les femmes

.../

travailleuses sont l'objet de calomnies sexistes et ne sont jamais réellement insérées dans les différents secteurs de la production. De plus, cette réponse vise à accentuer l'attentisme des femmes, car ceux qui parlent de l'Algérie, c'est-à-dire la possibilité de fournir aux femmes et à la moitié de la population active un emploi. La crise économique qui sévit actuellement en Algérie rend de tels propos bien illusoires. Nous ne sommes pas contre l'intégration des femmes au travail, car c'est l'occasion pour des milliers de femmes de sortir du rôle traditionnel qui leur est assigné par l'Islam.

Par contre, nous réclamons le droit au travail pour les femmes, mais ce droit ne nous garantit en rien une place à part entière dans la société algérienne, s'il n'est pas accompagné des droits élémentaires pour toutes les femmes.

#### Résistance et lutte des femmes.

Dès la période qui a suivi la guerre de libération nationale, le Pouvoir a avancé des positions ouvertement réactionnaires vis-à-vis des femmes, notamment à travers les deux avant-projets de Code de la Famille (ceux de 1966 et de 1972).

La résistance opposée par les femmes à ce projet en 1972 démontre leur refus de défendre des projets qui officialisent leur oppression. Cette radicalisation autour de revendications comme le Code de la Famille a touché non seulement les étudiantes de la Faculté d'Alger mais aussi les femmes des entreprises du textile (par exemple, la SONITEX à Oran où les femmes ont posé au cours de la lutte des revendications spécifiques contre l'abus des contremaîtres).

Aujourd'hui, avec la remontée des luttes qui témoignent d'un mécontentement au sein des masses populaires, les femmes se mobilisent et tendent à lutter autour de revendications mettant en cause certains aspects de leur oppression rejoignant ainsi l'ensemble de la classe ouvrière : contestation des rapports hiérarchiques discriminatoires vis à vis des femmes, revendications d'ordre salarial, réduction des horaires de travail etc...

La réponse du Pouvoir à cette mobilisation des femmes a été de mettre en sourdine l'avant-projet du Code et de répondre aux revendications des femmes au cours des quatre campagnes électorales se servant du cadre de l'U.N.F.A. pour les rassembler, les faire participer aux

.../

débats sur la Charte et les utiliser comme force d'appoint électorale à sa politique d'institutionnalisation du régime. En effet, le Pouvoir par des propos démagogiques, propose aux femmes une "éducation et une promotion" qui les cantonne dans leur rôle traditionnel de "mère et d'épouse", qui est censée les préserver contre une "catégorie d'éléments anti-sociaux", prônant les valeurs de notre "personnalité arabo-islamique", pilier de l'idéologie réactionnaire des Frères Musulmans (cf art.2 de la Constitution instaurant l'Islam religion d'Etat).

#### POUR UN REEL STATUT DEMOCRATIQUE.

En tant que femmes algériennes, nous pensons que c'est à nous femmes, de défendre nos droits et de prendre en charge nos luttes pour que s'instaure un réel statut démocratique pour les femmes algériennes. Mais nous sommes également décidées à nous battre pour que cela devienne l'affaire de la société algérienne toute entière, car même les organisations qui luttent pour la défense des libertés démocratiques ne peuvent nous garantir notre véritable libération.

Et si la femme actuellement, se voit complètement tenue à l'écart de toute vie politique en Algérie, c'est qu'il y règne non seulement un climat anti-démocratique qui ne permet ni aux femmes ni aux travailleurs de prendre en charge la défense de leurs intérêts, mais il existe aussi une répression socialement organisée contre les femmes. Nous sommes tout à fait conscientes des préjugés sociaux à l'égard de la femme dans notre société. Mais ne soyons pas dupes. Le Pouvoir en est le principal responsable qui vise à maintenir et à entretenir les masses dans un état de tradition féodale et réactionnaire.

Aujourd'hui dans l'immigration, nous avons trouvé la possibilité de nous regrouper sur un objectif essentiel : créer un cadre de lutte et proposer un ensemble de revendications qui partent de nos besoins spécifiques.

Nous réclamons pour les femmes des droits élémentaires. Quelques phrases de la Charte Nationale (une page sur 190, glissée dans le chapitre sur la Révolution Culturelle... juste après la lutte contre les déviations et les maux sociaux...), ne suffisent nullement à assurer que les femmes ne puissent se faire agresser, battre, violer, maltraiter dans la rue ou dans

leurs foyers, se faire dévaloriser dans leur travail, comme à l'accoutumé, et cela avec la complicité des institutions du Pouvoir.

Nous dénonçons l'application officieuse du Code de la Famille de 1972 et ses dispositions réactionnaires.

Nous réclamons un réel statut juridique et social garantissant à la femmes ses droits, ses libertés et ses aspirations légitimes :

- pour un réel divorce des femmes et le libre choix du partenaire
- pour l'abolition de la dot (art. 30 de l'avant-projet)
- pour l'abolition de la tutelle parentale et maritale
- pour l'abolition de la répudiation
- pour l'abolition de la polygamie sous toutes ses formes (art. 26 et 49)
- pour l'instauration d'un âge majorité légale (18 ans)
- pour le droit au travail des femmes célibataires et mariées
- pour des conditions de salaire égales aux hommes et contre la dévalorisation du travail féminin.
- pour la multiplication des crèches et écoles maternelles pour les enfants des femmes travailleuses
- pour un lieu de résidence choisi par les deux époux
- pour une réelle éducation et information sexuelle des femmes et des jeunes
- pour la multiplication des centres de planning familial et une réelle politique de contraception.

Nous dénonçons également la discrimination sexuelle dans les établissements scolaires, les contrôles policiers dont sont victimes quotidiennement les groupes de jeunes, les couples non mariés, les jeunes femmes.

Nous estimons ces revendications comme fondamentales et prioritaires, nous lutterons pour leur réalisation, considérant que la moitié de la population algérienne ne peut plus vivre dans l'irrespect, l'ignorance et la marginalité, que ces revendications font partie intégrante du processus de mobilisation actuelle autour des libertés démocratiques en Algérie.

.../

Nous ne prétendons pas être pour autant l'Organisation des femmes algériennes, mais un élément de sa composition qui s'inscrit dans les conditions spécifiques de l'immigration. En effet, la radicalisation des femmes algériennes ne pourra pleinement se réaliser qu'au pays même.

Cependant, nous appelons à d'autres initiatives au pays ou dans l'immigration, groupes de femmes : expérience théâtrales, culturelles, cercles de réflexion sur le problème de la femme en Algérie et autres...

Ces diverses expériences constitueront de véritables échanges pour la construction d'un mouvement plus large, qui s'inscrira dans un processus de mobilisation de plus en plus grand des femmes algériennes, autour des droits démocratiques et des revendications des droits élémentaires.

Pour tout contact, écrire à :

Librairie Floréal  
121, Avenue du Maine  
75014 PARIS

Groupe femmes algériennes  
30 juin 1977

#### VOIX DES FEMMES ALGERIENNES

Pourquoi avons nous décidé de nous regrouper dans une organisation de femmes ?

Parce que nous vivons dans une oppression spécifique due à notre rôle traditionnel dans le cadre de la famille, et que nous voulons lutter contre cela, d'où la nécessité d'un mouvement spécifique autonome, où les femmes, travaillant à l'usine, au bureau, à la maison puissent s'organiser entre elles, se conscientiser, et avancer celles-mêmes leurs revendications. En effet, nous pensons que la libération de la femme se ne fera pas par décret le jour de la Révolution (les exemples dans l'histoire sont nombreux) mais ne sera pas possible que si dès aujourd'hui, les femmes s'organisent entre elles et éprouvent leurs forces contre ce qui les opprime.

.../

Ce regroupement des femmes, nous proposons de l'appeler : Saout el mar'a el djazairia (la voix des femmes algériennes).

Cela a été possible de par les bases suivantes :

- Nous sommes toutes femmes, algériennes et immigrées, conscientes de l'oppression que les femmes subissent autant en France qu'en Algérie.
- Nous voulons lutter pour que l'on reconnaisse à la femme algérienne, sa participation à la vie politique et économique en Algérie.
- Nous sommes prêtes à travailler avec d'autres groupes femmes dans la mesure où ces groupes font un réel travail de masse.
- Nous sommes partie prenante de toutes les luttes que mènent actuellement toutes les femmes du monde dans un contexte de luttes des classes exploitées, ou de luttes de libération (par exemple, actuellement la lutte des femmes palestiniennes).
- Nous voulons lutter aux côtés des classes sociales exploitées dans le but de l'obtention de leurs droits démocratiques, politiques, économiques en liaison avec les organisations que se donnent les travailleurs.

Par quels moyens faire un travail de masse réel en France ?

- Par le travail de quartier, en essayant de s'investir dans une association de locataires pour faire reconnaître leurs droits.
- une association de parents d'élèves pour soulever les problèmes scolaires qui sont posés à l'enfant et se battre pour une vie scolaire adaptée à l'enfant (avec spécificité de culture).
- d'autres regroupements de quartier, tels planning, maison de jeunes, voire par le biais de contacts individuels.
- Par le biais du travail, en s'investissant dans :
  - un syndicat pour obtenir la prise en charge par le syndicat des problèmes spécifiques des femmes et des immigrés.
  - une P.M.I. ou un centre à fortes concentration d'immigrées.

Pour cela, il est nécessaire d'essayer de trouver un emploi ou de s'intégrer dans toute organisation touchant des femmes immigrées.

- Par le travail culturel, en s'investissant dans :
  - une association faisant un réel travail pour l'épanouissement de la femme,
  - des centres d'alphabétisation pour donner à la femme les moyens pour s'exprimer et non à l'alphabétisation paternaliste. Il faut essayer d'intervenir au niveau des alphabétiseurs de femmes immigrées s'il y a une demande exprimée.
  - des manifestations culturelles ou animations diverses : exemples Festival des Travailleurs Immigrés, animation théâtrales, etc...

Ces manifestations peuvent être à la fois l'occasion qui doit permettre aux femmes de s'exprimer et à l'opinion d'être sensibilisée sur le problème des femmes.

Nous insistons actuellement sur les points suivants :

- campagne d'explications sur les mesures et les crimes racistes (en France particulièrement).
- campagne d'explications sur le F.A.S. (fonds d'aide sociale) dont les fonds proviennent des prélèvements de cotisations d'allocations familiales dues aux travailleurs immigrés et ne sont ni contrôlés ni exploités par eux-mêmes.

Comment faire le lien avec les femmes en Algérie ?

Ce lien est capital pour nous et il nous semble important de :

- sensibiliser les femmes algériennes vivant en France sur les conditions de vie des femmes algériennes vivant au pays,
- d'informer sur les luttes que mènent les femmes en Algérie,
- soutenir les luttes que mènent ces femmes.

Parallèlement, nous souhaitons fournir un travail de réflexion :

- sur tous les facteurs d'oppression et d'exploitation de la femme dans notre société musulmane.
- sur le code de la famille, les droits de la femme
- sur le rôle de la participation de la femme dans les différents luttes du pays et dans le monde.
- sur la formation professionnelle, politique et économique des femmes et les moyens de la mener.
- sur la participation de la femme pendant la guerre de libération en Algérie et dans toute l'histoire antérieure de l'Algérie.